



TFU

Promouvoir la
conservation et
la mise en valeur durable
des forêts tropicales

ISSN 1022-5439

ACTUALITÉS DES FORÊTS TROPICALES

Vol. 28 Numéro 3/4 2019



Accélérer la durabilité

Face aux nombreux indicateurs de durabilité qui pointent mondialement dans la mauvaise direction, il est facile de perdre de vue les avancées et réussites auxquelles donnent lieu les efforts menés dans le secteur forestier. Car le fait est que la communauté internationale reconnaît de manière grandissante le rôle important que peuvent jouer dans la lutte contre le changement climatique les forêts tropicales et les produits qui en sont issus, tout en procurant des matériaux indispensables et en permettant aux communautés rurales de se développer au plan économique.

Dans ce numéro double de TFU, le Directeur exécutif de l'OIBT, M. Gerhard Dieterle, explique (*page 3*) que l'une des clés de ce rôle réside dans la mise en place de chaînes d'approvisionnement durables, à savoir que la filière forêt-bois adhère aux principes de légalité et de durabilité, depuis la gestion de la ressource forestière, en passant par la transformation, la

commercialisation et la consommation. Dans sa chronique, M. Dieterle expose également la nouvelle démarche programmatique de l'OIBT qui, après avoir été avalisée en décembre par le Conseil international des bois tropicaux lors de sa 55^e session tenue à Lomé, au Togo, va maintenant être mise en œuvre à titre pilote.

Elvis Caballero (*page 5*) évoque un projet de l'OIBT qui, en aidant à développer des micros, petites et moyennes entreprises forestières, a porté ses fruits au Guatemala. *Sacalá*, présentée en *page 8* dans le cadre d'une étude de cas préparée par Francisco Xanté est l'une des entreprises locales à avoir bénéficié de cet accompagnement qui offre en outre de solides gages de durabilité. À partir des ressources d'une forêt plantée locale, *Sacalá* fabrique plus d'une centaine de produits bois vendus dans tout le pays, emploie 12 personnes à plein temps et joue un rôle dynamique qui favorise le développement de la

Dans ce numéro: chaînes d'approvisionnement vertes · petites entreprises forestières · traçabilité génétique du bois · rapport du Conseil

La chronique du Directeur exécutif

S'agissant d'atténuer le changement climatique, le fait que le rôle du bois soit reconnu de manière grandissante a des implications majeures pour les travaux de l'OIBT. *G. Dieterle* 3

Quand les micro-entreprises ont un macro-impact

Au Guatemala, un projet de l'OIBT a aidé des micros, petites et moyennes entreprises à emprunter la voie de la durabilité. *E. Caballeros* 5

Accompagner l'offre en bois légaux en Indonésie

Un projet de l'OIBT a aidé à développer un système de traçabilité génétique du bois. *A. Lowe, E. Dormont et A. Rimbawanto* 10

Un forum international crée un réseau de chaînes d'approvisionnement vertes

Les participants ont convenu de travailler ensemble pour développer un mécanisme destiné à accélérer la mise en place de chaînes d'approvisionnement vertes pour le bois. *Secrétariat de l'OIBT* 13

Conseil: nouvelles lignes directrices saluées et annonces de financement

Lors de la dernière session du Conseil international des bois tropicaux, diverses questions relevant de la gestion durable des forêts tropicales et du commerce durable des bois tropicaux ont été abordées. *Secrétariat de l'OIBT* 16

Valoriser le bois en Afrique

Lors de sa première Journée du commerce et des marchés, le Conseil international des bois tropicaux a examiné les défis auxquels sont confrontés le commerce des bois tropicaux et les chaînes d'approvisionnement durables, en particulier en Afrique. *Secrétariat de l'OIBT* 21

Avantage au Viet Nam

Sa main-d'œuvre à bas coût n'est que l'une des raisons de la croissance de la filière de la transformation du bois au Viet Nam. *Phan Thi Thu Hien* 25

La valeur ajoutée de la Chine

La dernière revue de la situation mondiale des bois publiée par l'OIBT montre que la Chine continue de dominer les importations de produits bois tropicaux primaires et les exportations de produits finis. *F. Maplesden* 31

Rubriques

Tendances du marché 33
 Quoi de neuf sous les tropiques? 38
 Parutions récentes 39
 Réunions 40

Rédacteur en chef Ramón Carrillo
Assistant de rédaction Kenneth Sato
Assistante administrative Kanako Ishii
Traduction Claudine Fleury
Maquette DesignOne (Australia)
Impression et distribution Substantial Aps (Danemark)

Actualités des Forêts Tropicales (TFU) est une revue trimestrielle publiée en anglais, français et espagnol par l'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT). Son contenu ne reflète pas nécessairement les opinions ou les politiques de l'OIBT. Les articles peuvent être réimprimés librement à condition que TFU et l'/les auteur(s) soient mentionnés. Prière de communiquer un exemplaire de la publication concernée à la Rédaction.

Imprimé sur papier couché mat certifié par le PEFC et au moyen d'encre végétales à base de soja.

TFU est distribué gratuitement à plus de 15 000 particuliers et organisations dans plus de 160 pays. Pour le recevoir, il suffit de communiquer votre adresse complète à la Rédaction. Veuillez nous informer de tout changement d'adresse éventuel. TFU est également téléchargeable en ligne sur le site www.itto.int, ainsi que dans l'App Store d'Apple et sur Google Play.

Organisation internationale des bois tropicaux
 International Organizations Center – 5^e étage
 Pacifico-Yokohama, 1-1-1, Minato-Mirai, Nishi-ku
 Yokohama 220-0012, Japon
 Téléphone: +(81)-(0)45-223 1110
 Télécopie: +(81)-(0)45-223 1111
 tfu@itto.int
www.itto.int

Photo de couverture: Des enfants accélèrent le rythme sur un sentier d'une forêt proche de l'entreprise forestière villageoise Sacalá au Guatemala. Photo: R. Carrillo/OIBT



communauté, notamment en donnant une plus grande autonomie aux femmes.

Andrew Lowe et ses co-auteurs (*page 10*) parlent d'un autre projet fructueux de l'OIBT, cette fois-ci en Indonésie. Ce projet avait deux objectifs majeurs: accompagner l'application de la législation en développant un système de vérification du bois basé sur la génétique; et aider les petites et moyennes entreprises forestières à vérifier la légalité de leurs opérations. Des partenaires essentiels des secteurs public et privé indonésiens ont participé à la planification et à l'exécution de ce projet, notamment en faisant la démonstration d'outils d'identification génétique des essences dans le monde réel de la transformation et du commerce du bois.

Toujours sur la thématique des chaînes d'approvisionnement durables, l'article en *page 13* dresse le bilan d'un forum international majeur organisé en octobre 2019 par l'OIBT et des partenaires à Shanghai, en Chine. Ce forum – le premier du genre à ouvrir un dialogue sur la manière d'améliorer les chaînes d'approvisionnement du bois et de les rendre à caractère durable et légal – a réuni les principaux acteurs de la filière du bois tropical et de son commerce pour explorer le meilleur moyen d'exploiter le rôle de la filière, ce dans l'optique d'atténuer le changement climatique et de faire progresser la mise en place de chaînes d'approvisionnement mondiales vertes dans le secteur du bois. Les participants ont publié une déclaration (reproduite en *page 15*) et décidé de créer le Réseau mondial des chaînes d'approvisionnement vertes, consistant en une coalition d'entreprises forestières et autres acteurs de la filière du bois, résolu à œuvrer de concert pour mettre sur pied des chaînes d'approvisionnement conformes aux législations et aux pratiques durables.

Le compte rendu de la 55^e session du Conseil international des bois tropicaux qui figure en *page 16* examine notamment l'enveloppe supplémentaire attribuée aux travaux de l'OIBT, la table ronde sur «Les femmes et les marchés» réunie par le Groupe consultatif sur la société civile ainsi que les allocutions du Premier ministre togolais, M. Kome Sélom Klassou, du Président du Conseil, M. John Leigh, ainsi que d'autres personnalités.

En *page 21*, nous retraçons l'édition inaugurale de la *Journée du commerce et des marchés*, qui s'est tenue durant la session du Conseil. À son menu figuraient notamment une table ronde de haut niveau ainsi qu'un examen des avantages économiques qu'offrent les plantations forestières et la restauration de paysages forestiers. Cette Journée comprenait également la *Discussion annuelle sur le marché* qui a porté sur le défi

de promouvoir un développement créateur de valeur dans le secteur forestier africain. La Journée s'est conclue sur une déclaration du Groupe consultatif sur le commerce qui a préconisé, entre autres, que l'OIBT joue un rôle important pour éliminer les entraves à la création de plantations arboricoles, en particulier dans le contexte de la restauration des écosystèmes. On touche ici à un thème également abordé au cours de la session dans la déclaration du Groupe consultatif sur la société civile, qui s'est dit préoccupé par ce qui lui semble être l'importance injustifiée accordée à l'approvisionnement en bois alimenté par des plantations forestières. Quoi qu'il en soit, les points de vue des deux groupes consultatifs ne sont pas incompatibles, à condition que les efforts déployés pour planter des forêts respectent les principes de la restauration des paysages forestiers et de la gestion durable des forêts.

M. Phan Thi Thu Hien (*page 25*) se penche sur l'émergence phénoménale de la filière forêt-bois ces dernières années au Viet Nam (dont les exportations approchaient 9 milliards \$EU en 2018), alimentée en partie par les ressources de ses plantations, qui dépassent 3 millions d'hectares. Malgré son essor, le secteur vietnamien des plantations est confronté à des défis, dont celui de vérifier sa conformité aux principes de légalité et de durabilité ou encore de satisfaire la demande croissante en bois tout en procurant les nombreux services sociaux et environnementaux que l'on en attend. L'article explore les facteurs à l'origine de la réussite de la filière forêt-bois dans ce pays et se termine sur des préconisations pour qu'elle continue de croître et de s'améliorer.

L'article de M^{me} Fran Maplesden (*page 31*) dresse la synthèse des constatations de la dernière revue de la situation mondiale des bois par l'OIBT, qui offre des éclairages sur les tendances dans le secteur mondial du bois et ses marchés, notamment sur la production et le commerce de produits bois primaires et de transformation secondaire. Enfin, un rapport de M. Mike Adams (*page 33*) examine les développements intervenus sur les principaux marchés du bois en 2019.

En produisant des produits ligneux et non ligneux suivant des pratiques durables et en maintenant, ou en accroissant, la fourniture de services environnementaux, il coule de source que le secteur des forêts tropicales a un rôle énorme à jouer dans le contexte de l'action mondiale qui est menée pour répondre aux défis de l'environnement et du développement. Pour accélérer ce rôle, l'ensemble des acteurs – tous échelons confondus – devra prendre un nouvel élan, que la communauté internationale peut amorcer.

La chronique du Directeur exécutif

S'agissant d'atténuer le changement climatique, le fait que le rôle du bois soit reconnu de manière grandissante a des implications majeures pour les travaux de l'OIBT

par Gerhard Dieterle
Directeur exécutif de l'OIBT
oed@itto.int



Gerhard Dieterle
Directeur exécutif de l'OIBT

Dans son rapport spécial consacré au changement climatique et aux terres émergées, le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (2019) déclare que:

La gestion durable des forêts est en mesure de maintenir ou de valoriser les stocks de carbone forestier, et peut aussi entretenir les puits de carbone forestier, y compris par le transfert du carbone dans les produits ligneux, ce qui permet ainsi de remédier au problème de la saturation des puits (niveau de confiance élevé). Lorsque du carbone ligneux est transféré à des produits ligneux qui ont été récoltés, ceux-ci ont la faculté de stocker le carbone sur le long terme et peuvent se substituer à des matériaux à volume d'émissions élevé, ce qui permet de réduire les émissions dans d'autres secteurs (niveau de confiance élevé). Lorsque la biomasse est utilisée pour produire de l'énergie, par exemple dans le cadre d'une stratégie d'atténuation, le carbone est alors relâché plus rapidement dans l'atmosphère (niveau de confiance élevé).

C'est la première fois que l'on reconnaît que le rôle joué par les produits ligneux est un élément significatif de la lutte mondiale contre le changement climatique. Le rapport indique de surcroît que l'objectif consistant à maintenir la température du globe en deçà de 1,5 degré Celsius ne saurait être réalisé sans les forêts et les produits forestiers. Or, cette situation a atteint un stade encore plus critique aujourd'hui. En effet, dans son *Rapport sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière de réduction des émissions* (PNUE, 2019), le Programme des Nations Unies pour l'environnement constate que les températures moyennes sont en passe d'afficher une hausse de 3,2 degrés Celsius par rapport à la température moyenne de référence du début de l'ère industrielle, soit une valeur deux fois plus élevée que l'objectif des 1,5 degré Celsius. Des travaux antérieurs indiquent que les contributions potentielles des forêts et produits forestiers représentent environ 8 gigatonnes par an, ce qui correspond approximativement à 15 pour cent de l'objectif d'atténuation mondial (selon des publications de l'Université de Yale et de la Banque mondiale).

Le fait que le rôle des forêts et des produits forestiers soit ainsi clairement reconnu a des implications pratiques pour les travaux de l'OIBT. Par exemple, cela signifie qu'il nous faut:

- Traiter la gestion des forêts et l'emploi des produits forestiers d'une manière intégrée afin de prendre en compte, à toutes les étapes, leurs effets bénéfiques pour le climat. En bref, nous avons besoin de considérer le caractère durable d'une chaîne d'approvisionnement dans son ensemble, depuis l'arbre dans la forêt jusqu'au produit sur le marché.
- Traiter le déficit de l'offre en bois qui se dessine, sur le plan de la dendroénergie et des produits forestiers autres, afin

de pouvoir satisfaire aux besoins des plusieurs millions de nouveaux citoyens en Afrique, et dans l'ensemble du monde tropical, au cours des années à venir.

- Veiller à ce que les forêts et les industries forestières contribuent, au maximum de leur capacité, à l'avancement des bio-économies et des économies circulaires, tout en répondant aux besoins d'une population mondiale en augmentation.
- Assurer que les fonctions économiques des forêts contribuent également à d'autres besoins importants de la société et de l'environnement.

Il s'agit là d'un changement de paradigme substantiel par rapport aux approches antérieures adoptées à travers le monde, au nom desquelles on considérait que le bois et la dendroénergie constituaient l'une des causes du problème au lieu d'être une partie intégrante de la solution. Or, la tendance que nous constatons aujourd'hui privilégie les démarches intégrées au sein desquelles développement et croissance économique, climat et autres multiples effets bénéfiques des forêts et des produits forestiers sont vus comme faisant partie de solutions où chacun est gagnant, et qui offrent un potentiel extraordinaire, en particulier pour les pays producteurs (tableau 1).

Une population en plein essor sur la planète signifie qu'il est nécessaire, non seulement de fournir davantage de nourriture, mais aussi davantage de bois, de combustible bois et autres importants services forestiers. Imaginez ce qui arriverait si la population en rapide augmentation dans les régions tropicales, et en particulier les trois milliards d'habitants supplémentaires qui vivront en Afrique d'ici la fin du siècle, devait dépendre d'une ressource forestière inadéquate. Cela signifierait plus de dégradation, plus de compétition avec l'agriculture, plus de consommation de matériaux et d'énergies non renouvelables, plus de pertes d'emplois et de moyens d'existence – en particulier en milieu rural – et plus de migration et de conflits. Sachant que le coût de l'inaction sera incroyablement élevé, la mission de l'OIBT est claire: montrer la voie à suivre en promouvant les chaînes de valeur durables, en restaurant les paysages forestiers et en protégeant la biodiversité des forêts et autres fonctions forestières, qui sont vitales pour le bien public.

En mettant en place des chaînes de valeur durables et en accélérant la restauration de leurs paysages forestiers, les pays producteurs de bois tropicaux peuvent doper la fourniture de produits ligneux sur leur marché intérieur, mais aussi leurs recettes d'exportation tirées du commerce international. En protégeant la biodiversité de leurs forêts dans le cadre de la gestion durable des forêts, ils peuvent par ailleurs assurer que celles-ci continuent de s'adapter à l'évolution de la situation environnementale (ainsi qu'économique et sociale).

Tableau 1: Multiples effets bénéfiques de la mise en place de chaînes d'approvisionnement légales et durables, de la conservation des forêts et de la restauration des forêts, comparé au coût de l'inaction

Effets bénéfiques de la mise en place de chaînes d'approvisionnement légales et durables, de la conservation des forêts et de la restauration des forêts	Coût de l'inaction
Répondre à de multiples Objectifs de développement durable	Augmentation de la pauvreté/perte d'emplois en milieu rural
Croissance économique	Augmentation des émissions de dioxyde de carbone (CO ₂) dû à la dégradation et à la disparition des forêts
Réduction de la pauvreté en milieu rural	Augmentation des émissions de CO ₂ dû à l'emploi de matériaux/d'énergies non renouvelables
Amélioration des moyens d'existence en milieu rural	Réduction des recettes d'exportation et dépendance aux importations
Sécurité de l'approvisionnement en bois	Érosion de la biodiversité et d'autres fonctions environnementales
Avantages climatiques substantiels (jusqu'à 8 gigatonnes par an)	Augmentation du risque de migration et de conflits
Amélioration de l'environnement et conservation de la biodiversité	
Amélioration du régime mondial de l'eau	



Maillon de la chaîne: Des chaînes d'approvisionnement durables pour le bois peuvent contribuer à toute une série d'objectifs de développement et environnementaux, y compris l'atténuation du changement climatique. Photo: T. Yanuariadi/OIBT

Mettre en œuvre une démarche programmatique à titre pilote

Lors de sa 55^e session, le Conseil international des bois tropicaux a tenu compte du fait qu'il ne saurait être possible de gagner le combat contre le changement climatique sans s'attaquer aux besoins en développement de populations qui connaissent un rapide essor dans le monde tropical. À cet égard, il a avalisé la proposition du Secrétariat de l'OIBT que soit mise en œuvre à titre pilote une nouvelle Démarche programmatique qui centrerait les travaux ultérieurs sur les quatre Axes programmatiques suivants:

- 1) Chaînes d'approvisionnement légales et durables (LSSC)
- 2) Biodiversité dans les forêts productives
- 3) Restauration des paysages forestiers et moyens d'existence résilients
- 4) Questions émergentes et innovation.

Nous pensons que la démarche proposée permettra de:

- renforcer le rôle des forêts s'agissant d'atteindre les Objectifs de développement durable (ODD);
- améliorer le financement (sur la base de l'expérience initiale du Programme des LSSC exécuté à titre pilote) et accroître le rôle et la visibilité de l'OIBT au sein du programme international en matière de forêt, de climat et de développement;
- rationaliser le processus complexe de développement des projets qui est en place sur la base d'un concept de cycle de projets nouveau, maniable, flexible et efficient;
- rationaliser les produits et impacts résultant de la mise en œuvre et du suivi des projets ainsi que de l'établissement des rapports connexes, grâce à des indicateurs clairs et concis appliqués aux projets; et
- faire concorder les politiques et priorités de financement des donateurs avec les besoins et demandes des membres producteurs.

L'OIBT ne saurait à elle seule relever tous les énormes défis qui se profilent. Plus que jamais, nous devons donc agir en partenariat avec d'autres organisations du Partenariat de collaboration sur les forêts, ainsi qu'avec la société civile, les communautés locales, les populations autochtones et le secteur privé. L'OIBT continue de tendre la main à des partenaires du monde entier, et de travailler avec eux, qu'il s'agisse de ceux qui sont impliqués dans des processus mondiaux et régionaux, d'étudiants ou encore d'autorités et de communautés locales ou bien de responsables de haut niveau dans les secteurs public et privé.

Cet article est adapté de la déclaration de M. Dieterle prononcée devant le Conseil international des bois tropicaux à sa 55^e session tenue à Lomé, au Togo, du 2 au 7 décembre 2019.

Bibliographie

GIÉC 2019. Summary for policymakers. In: *Climate change and land: an IPCC special report on climate change, desertification, land degradation, sustainable land management, food security, and greenhouse gas fluxes in terrestrial ecosystems* [P. R. Shukla, J. Skea, E. Calvo Buendia, V. Masson-Delmotte, H.- O. Pörtner, D. C. Roberts, P. Zhai, R. Slade, S. Connors, R. van Diemen, M. Ferrat, E. Haughey, S. Luz, S. Neogi, M. Pathak, J. Petzold, J. Portugal Pereira, P. Vyas, E. Huntley, K. Kissick, M. Belkacemi, J. Malley, (eds.)]. En cours d'impression. Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat.

PNUE 2019. *Rapport 2019 sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière de réduction des émissions*. Programme des Nations Unies pour l'environnement, Nairobi.

Quand les micro-entreprises ont un macro-impact

Au Guatemala, un projet de l'OIBT a aidé des micros, petites et moyennes entreprises à emprunter la voie de la durabilité

par **Elvis Caballeros**

Responsable du commerce forestier, Institut national des forêts du Guatemala
(elvis.caballeros@inab.gob.gt)



Une membre du Conseil d'administration: Margarita Loel est membre du Conseil d'administration de *Sacalá*, une entreprise forestière villageoise qui vend des ustensiles de cuisine et des jouets sur le marché intérieur. Les micros, petites et moyennes entreprises forestières sont importantes pour l'économie du Guatemala. Photo: R. Carrillo/OIBT

Le Guatemala couvre une superficie de 10,9 millions d'hectares au total, dont 40 pour cent environ (4,36 millions d'hectares) sont recouverts de forêts. Le secteur forestier étant important pour l'économie du pays, il est donc crucial pour l'aider à prospérer d'appuyer le développement des micros, petites et moyennes entreprises (MPME) liées à la foresterie, aux plantations forestières et aux communautés forestières.

L'Institut national des forêts du Guatemala (*Instituto Nacional de Bosques*, INAB), l'organisme public en charge du secteur forestier hors aires naturelles protégées, a promu plusieurs programmes forestiers depuis 1998. Deux mécanismes, le Programme d'incitations forestières (PINFOR) et la loi de promotion de la création, de la réhabilitation, de la restauration, de la gestion, de la production et de la protection des forêts au Guatemala (*Ley de Fomento al Establecimiento, Recuperación, Restauración, Manejo, Producción, Protección de Bosques en Guatemala*, PROBOSQUE), ont suscité des investissements d'un montant total de 426 millions \$EU. Ces mécanismes prévoient notamment que des incitations soient allouées à des particuliers, communautés, organisations ou autres entités juridiques qui contribuent à la conservation, à l'usage et à la restauration de surfaces forestières.

Pour l'INAB, l'une des priorités est d'accompagner les entreprises et entrepreneurs du secteur forestier, ce à quoi a contribué un projet financé par l'OIBT appelé le *Projet de gestion des MPME forestières*¹, mis en œuvre de 2015 à 2018. Son objectif était d'encourager les petites activités commerciales informelles (telles que les ateliers de charpenterie d'arrière-cour) à régulariser leur situation en s'inscrivant au Registre national forestier (*Registro Nacional*

Forestal) par le biais du Système informatique d'information sur les entreprises forestières (*Sistema Electrónico de Información de Empresas Forestales*, SEINEF²) et devenir ainsi partie intégrante de l'économie officielle du pays.

Tour d'horizon des MPME

Comme c'est le cas dans la majeure partie de l'Amérique latine, les MPME représentent au Guatemala la principale source collective d'emploi et sont donc vitales pour l'économie du pays. Selon le Ministère de l'économie, sur 372 779 entreprises immatriculées, 371 176 sont des MPME, les 1 603 restantes étant de grandes entreprises. La catégorisation des MPME repose sur l'effectif d'employés, comme suit: micro-entreprise, de 1 à 10; petite entreprise, de 11 à 80; et moyenne entreprise, de 81 à 200 (un effectif de plus de 200 employés correspond donc à une grande entreprise). Les micro-entreprises représentent 88,7 pour cent de l'ensemble des entreprises dans le pays, les petites 9,76 pour cent, les moyennes 1,08 pour cent et les grandes 0,43 pour cent (Ministère guatémaltèque de l'économie, 2018).

L'INAB divise le pays en neuf régions administratives (figure 1). Le tableau 1 montre quelques-unes des principales caractéristiques des entreprises forestières pour chacune de ces régions.

L'objectif du projet dont il est question ici était d'aider à réduire la pauvreté et de soutenir le développement local en renforçant la capacité en gestion des entreprises villageoises impliquées dans la production et la commercialisation de produits forestiers ligneux ou non ligneux et la fourniture de services environnementaux.

1 PD 756/14 Rev.1 (M): «Élaboration d'un programme de services de gestion d'entreprise destiné aux micros, petites et moyennes entreprises de la filière forêt-bois guatémaltèque»

2 Le SEINEF a été créé avec l'appui d'un projet financé par l'OIBT [(TMT-PD 004/11 Rev.2 (M)).

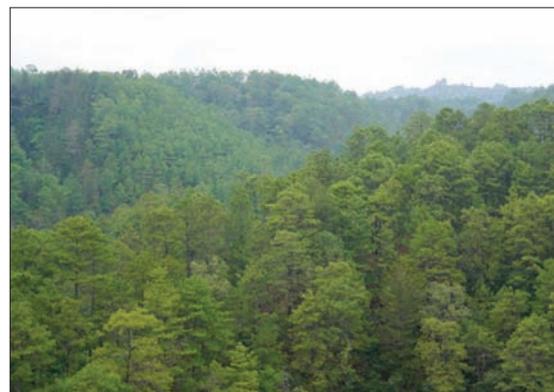
Les MPME forestières sont confrontées à toute une série de problèmes, dont:

- l'absence d'états financiers et comptables;
- l'obsolescence de l'équipement de transformation du bois;
- le manque de stratégies de marketing et commerciales;
- le manque de sécurité au travail pour les employés;
- le manque de contrôle des inventaires;
- la planification à court terme (au jour le jour) et l'absence de vision d'avenir (sans objectifs clairs ou stratégies de croissance);
- l'absence de mission, vision ou valeurs;
- l'absence, dans la plupart des cas, de logo ou de nom de marque;
- le manque d'informations sur les mécanismes de financement permettant d'avoir un effet démultiplicateur et de croître; et
- des connaissances limitées sur les opportunités et la demande en produits ainsi que sur les clients potentiels.

Le projet a ainsi aidé à élaborer des plans d'activité en vue de renforcer les capacités des MPME.

Stratégies opérationnelles

Le projet a été mis en œuvre sur la base de six stratégies opérationnelles, comme suit:



Un développement sain: L'INAB promeut depuis 1998 le développement du secteur forestier hors forêts protégées, comme dans ce massif forestier situé dans le département de Chimaltenango. Photo: R. Carrillo/OIBT

- 1) Évaluer la situation et les capacités des MPME dans le cadre d'un sondage national.
- 2) En fonction de leur degré de développement, identifier les besoins de chacune des MPME sur la base d'un diagnostic de la situation de leur activité.
- 3) Accompagner et dynamiser les MPME en élaborant un plan d'activité dans l'optique qu'il leur serve d'outil opérationnel pour les aider dans leur relation avec le marché.
- 4) Promouvoir la mise en place de plateformes de réseautage chez les MPME, aussi bien au sein du secteur forestier qu'en dehors.

Figure 1: Régions administratives de l'INAB au Guatemala

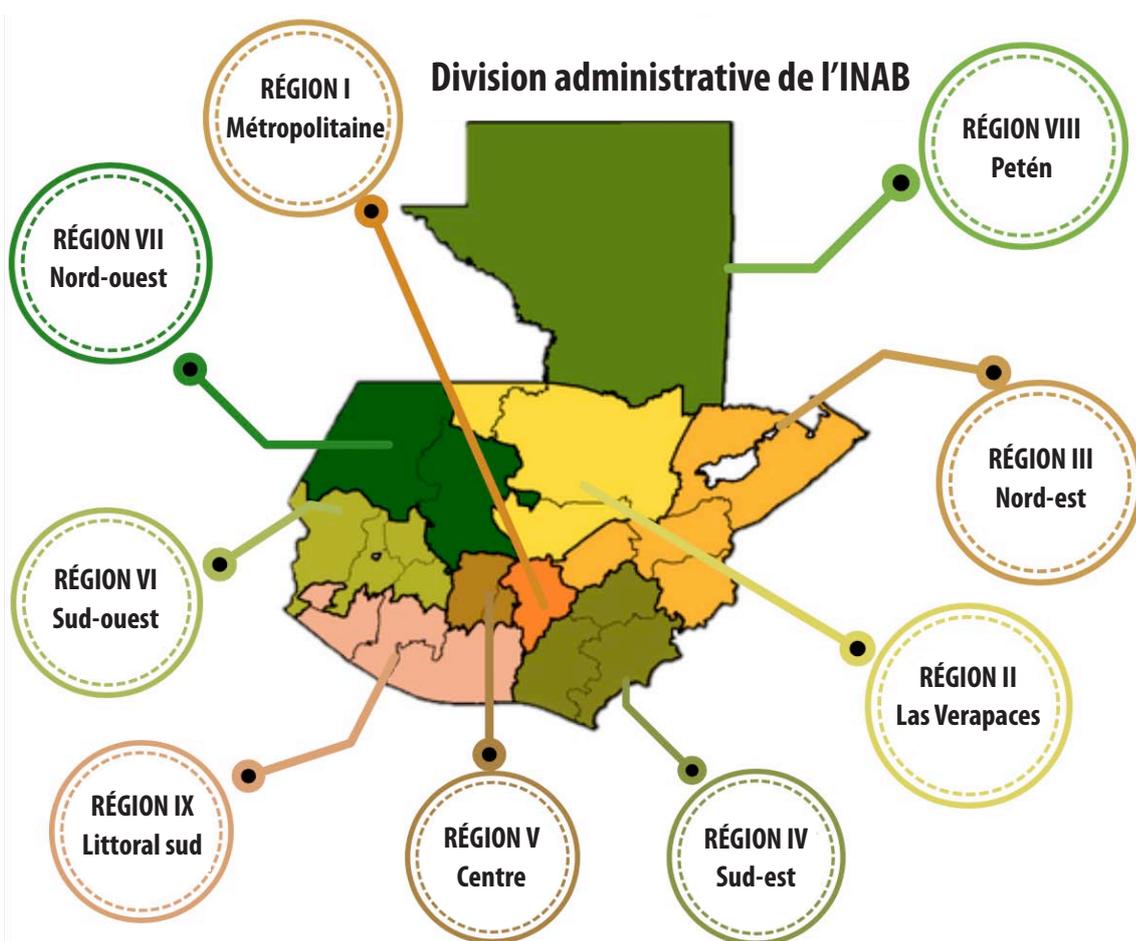


Tableau 1: Principales caractéristiques des MPME forestières par région forestière au Guatemala

Région	Nombre de centres stockant des produits forestiers	Nombre de dépôts de produits forestiers	Nombre d'exportateurs et d'importateurs de produits forestiers	Nombre d'entreprises du bois	Nombre d'entreprises de produits forestiers hors bois	Nombre total d'entreprises forestières
I	2	151	163	137		453
II	5	60	16	80	1	162
III	1	39	37	120		197
IV		21	6	47		74
V	1	37	19	148		205
VI	2	106	12	69		189
VII		14		32		46
VIII	1	21	16	53		91
IX		65	7	27		99
Total	12	514	276	713	1	1516

Source: préparé par l'auteur d'après des données 2019 du SEINEF.

- 5) Accroître le niveau de connaissances des MPME par des formations intégrées à la gestion d'une activité.
- 6) Offrir de nouvelles gammes de produits aux clients actuels et potentiels pour accroître les ventes, créer de l'emploi et générer des revenus à l'échelon local.

Acquis du projet

Plusieurs MPME individuelles, familiales ou villageoises ont bénéficié de ce projet. Une base de données relative à 127 MPME a été créée au niveau national. Quarante d'entre elles ont fait l'objet d'un diagnostic de leur activité et 19 ont élaboré un plan d'activité.

Cette base de données recense les informations suivantes: région d'implantation de la MPME; nom de marque; immatriculation ou non de l'entreprise à l'Office de l'administration fiscale (*Superintendencia de Administración Tributaria*, SAT); nom du propriétaire ou représentant légal; adresse de l'activité; téléphone fixe; téléphone portable; et adresse courriel.

De nouvelles gammes de produits et services ont été mises au point afin d'accroître l'offre en y incluant de l'innovation locale, ce qui a permis aux producteurs d'augmenter leurs ventes et revenus. Le projet a suscité dix opportunités de réseautage, dans le cadre desquelles les MPME ont partagé leurs expériences allant de la gestion interne à la gestion de la production en passant par l'accès au marché.

Une mission commerciale a été menée en Belgique, France, Allemagne et Inde afin de:

- explorer les marchés internationaux des MPME;
- établir et affermir les liens commerciaux entre des entreprises étrangères et des MPME guatémaltèques;
- sensibiliser le secteur international à l'offre en produits fabriqués par des MPME et promouvoir l'investissement dans les MPME forestières guatémaltèques; et
- développer une vision plus systématique des besoins, exigences et demandes des acheteurs internationaux de manière à faciliter le commerce entre le Guatemala et d'autres pays.

Au nombre des résultats de cette mission commerciale, on citera des visites au Guatemala de l'entreprise allemande *INTECFOR* ayant pour objet de nouer des partenariats avec des producteurs guatémaltèques ou encore de représentants de l'entreprise indienne *M/S Bharat Timbers* pour examiner les plantations de teck et de gmelina. En outre, l'entreprise *Aron Global* (qui importe déjà du Guatemala) s'est dite intéressée par l'importation non seulement de grumes, mais aussi de certains produits semi-transformés (par ex., des dosses), ce dont les producteurs locaux pourraient tirer des revenus supplémentaires grâce à la création de valeur et au fait de pouvoir augmenter le volume expédié par conteneur (on a estimé que ce changement pourrait rapporter aux producteurs guatémaltèques 15 pour cent supplémentaires).

Cette mission commerciale a eu d'autres retombées favorables. Elle a par exemple permis de recueillir des informations sur les exigences, besoins et demandes des entrepreneurs à l'international ainsi que sur l'usage de procédés et technologies modernes simples qui pourraient être transférés aux MPME guatémaltèques afin d'accroître leur efficacité.

Il est clair que nombre d'entreprises sont désireuses d'acheter des produits ligneux et non ligneux du Guatemala, en particulier dans les essences de type teck, gmelina, cryptomère, pin, acajou, cèdre et pucté. Certaines ont également manifesté le souhait d'investir dans le pays pour y implanter des installations de transformation ou y nouer des partenariats commerciaux avec des entrepreneurs guatémaltèques.

Le projet a permis de confirmer que l'ensemble des accreditations de certification et des traités que le Guatemala a signés en matière de foresterie sont importants à l'échelon international. Comparé à plusieurs autres pays, la gestion forestière a atteint au Guatemala un stade avancé.

Il est clairement ressorti de cette mission commerciale qu'il fallait agir pour faciliter les exportations de produits ligneux afin d'accroître les compétences des entreprises guatémaltèques pour les rendre compétitives à l'international sur le plan des prix, de la qualité des produits et du design.

Au fil de la période du projet, 320 personnes ont suivi le programme du Diplôme de gestion commerciale, qui comprenait huit modules: 1) l'entreprise; 2) le marché;

3) analyse technique; 4) analyse environnementale; 5) analyse financière; 6) analyse économique; 7) plan d'action; et 8) présentation d'un plan d'activité. Ces modules ont été reproduits dans les régions où des agents de l'INAB avaient antérieurement participé à ce programme. Les deux études de cas présentées ici – sur les entreprises *El Buen Samaritano* et *Sacalá* – illustrent les évolutions qui ont eu lieu dans des communautés locales.

El Buen Samaritano: d'un dépôt de bois à une industrie forestière

L'une des entreprises bénéficiaires du projet a été un dépôt de produits forestiers, *El Buen Samaritano* (Le Bon Samaritain), située dans le Barrio Santa María, à Poptún, dans la région du Petén. Avant de participer au projet, la principale activité de cette entreprise, qui ne disposait pas même de ses propres machines-outils, consistait à vendre des sciages de pin. Au terme de plus d'un an de travail et de suivi par l'Agent régional de l'INAB en charge de l'industrie et du commerce, l'entreprise avait élaboré un plan d'activité, qui a déterminé qu'elle pouvait devenir un transformateur à condition d'acquérir le matériel nécessaire (à savoir une scierie volante, une raboteuse, une scie, une déligneuse et un véhicule).

Le propriétaire, qui a aujourd'hui acquis la plupart de ce matériel, est sur le point d'immatriculer son entreprise sous la catégorie de transformateur forestier auprès du RNF pour commencer l'exploitation. Il achète des bois ronds dans une gamme d'essences que recherchent les consommateurs fins et charpentiers. En offrant divers services de type sciage, rabotage et moulurage, l'entreprise va créer davantage d'emplois locaux.

Sacalá

par Francisco Xanté

fxante@tikonel.org, www.tikonel.org

La communauté de Sacalá est située à San Martín Jilotepeque dans le département de Chimaltenango, non loin de la ville de Guatemala dans une région qui a été gravement touchée par la guerre civile. En 1991, la communauté de Sacalá a passé un accord avec *Cauque Farms*, une entreprise privée qui produit et commercialise des légumes bio et forme les agriculteurs locaux. Des responsables de Sacalá ont été formés au maraîchage bio, mais très rares sont ceux qui ont réussi à passer à l'étape de la production commerciale, ce pour diverses raisons telles que le manque d'eau pour l'irrigation dans leur région; la pente escarpée de leurs terres; et le manque d'accès à des routes et des moyens de communication.

Un responsable du village de Sacalá, M. Patricio Coroy, a contacté *Cauque Farms* en 1994 pour examiner si le village pourrait développer des alternatives économiques dans le secteur forestier, sachant que leurs terres se prêtaient à la foresterie et qu'il était nécessaire de produire du bois de feu et de protéger l'alimentation en eau. C'est ainsi que Sacalá et d'autres villages ont rejoint le projet.

Cauque Farms a décidé d'accompagner un dispositif forestier qui serait axé dans un premier temps sur le reboisement, la production de bois de feu et la protection environnementale. En 1998, dix villageois (cinq hommes et cinq femmes) ont suivi une formation à la charpenterie. *Cauque Farms* a obtenu 2 000 \$EU de la part d'Helvetas, ce qui leur a permis de créer un petit atelier de charpenterie doté d'outils manuels (sachant qu'il n'y a pas d'électricité à Sacalá). *Cauque Farms* a apporté



La poussière est retombée: Fondée en 2004, *Sacalá* a aujourd'hui consolidé son exploitation pour devenir une entreprise villageoise prospère.

Photo: R. Carrillo/OIBT



Créatif: Patricio Coroy, fondateur et président de *Sacalá*, présente un porte-œufs en bois, article vendu par un détaillant dans tout le pays.
Photo: R. Carrillo/OIBT

son appui à la conception de jouets et à la prospection de clients, qui ont éventuellement débouché sur la mise en vente de ces jouets dans le magasin TEACH situé à Guatemala, spécialisé dans les jouets éducatifs. L'entreprise est entrée en exploitation en 1999 et a commencé à acheter du bois à des fermes et scieries.

L'entreprise à responsabilité limitée *Sacalá* a été créée en février 2004 avec un total de sept actionnaires, l'un d'eux étant l'Association *Tikonel*, dans le cadre d'une stratégie visant à assurer sa viabilité. En 2012, *Tikonel* a obtenu des ressources pour moderniser et élargir l'atelier de charpenterie, développer des procédés de sécurité au travail et un système «5S»³, et fournir un emploi permanent à 12 chefs de famille (quatre femmes et huit hommes).

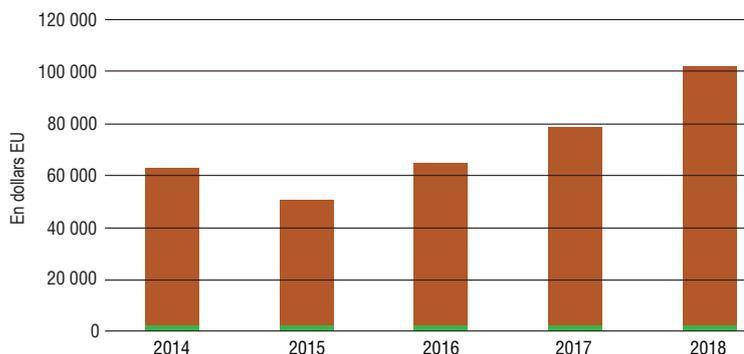
La structure organisationnelle de *Sacalá* a été consolidée avec le concours du Projet de gestion des MPME forestières. En 2016, ce projet a accompagné le développement d'un plan d'activité avec une vision à l'horizon 2021. La direction exécutive a avalisé ce plan par le biais du conseil d'administration de l'entreprise, composé de neuf membres, dont sept sont des femmes (y compris la présidente en exercice).

Aujourd'hui, 98 pour cent de la production de l'entreprise alimentent le marché national, avec 13 clients principaux, et 2 pour cent sont destinés au marché international (qui consiste en un seul client aux États-Unis).

Sacalá offre à ses clients plus d'une centaine de produits de type boîtes à thé, boîtes à cartes, plateaux à fromage, plats de service, coupes à fruits et porte-serviettes qui sont tous fabriqués à partir de grumes de petit diamètre originaires de forêts gérées localement. Le projet a aidé l'entreprise à développer de nouveaux produits et designs.

Sacalá vend ses produits à des détaillants, qui les revendent ensuite aux consommateurs finaux. L'un de ces détaillants est *CEMACO*, une chaîne de 17 magasins dans tout le pays. La figure 2 montre son chiffre de ventes au cours de la période de cinq années 2014-2018, qui correspond à l'influence du projet. Ses ventes ont en effet augmenté de 23,5 pour cent de 2016 à 2017 et de près de 30 pour cent entre 2017 et 2018.

Figure 2: Chiffre de ventes de *Sacalá*, 2014-2018



Source: préparé par l'auteur.

Impacts

Sacalá fournit directement un emploi permanent à 12 chefs de famille et une soixantaine de personnes bénéficie indirectement de l'entreprise. L'impératif d'émigrer a diminué du fait que le lieu d'emploi est proche du domicile des employés. Les prestataires de services du village, tels que commerces et fournisseurs de produits alimentaires et de services éducatifs et sanitaires tirent parti du pouvoir d'achat accru de ces familles. Le projet a par ailleurs eu un impact sur les actionnaires et participants des MPME locales en termes d'autonomisation économique, de responsabilisation et de prise de décisions.

Les compétences développées au cours du projet ont aidé *Sacalá* à obtenir un investissement de 15 000 \$EU auprès de la Banque de développement rural (*Banco de Desarrollo Rural*, BANDURAL) et à réaliser des ventes de 13 pour cent supérieures à son objectif annuel de 96 300 \$EU.

Conclusion

Les MPME qui ont participé au projet appliquent aujourd'hui ce qu'elles ont appris dans le cadre du programme diplômant de gestion commerciale et perfectionnent leurs compétences en gestion. Grâce à leur meilleur contrôle de la production, des améliorations apparaissent et les MPME élargissent leur portefeuille de clients et dopent l'innovation par des événementiels de promotion de leur activité.

Les projections de ventes des 19 MPME qui ont élaboré un plan d'activité se chiffrent à 5,8 millions \$EU au cours des cinq prochaines années. Pour y parvenir, il leur faudra toutefois obtenir des investissements d'environ 650 000 \$EU.

Pour consulter les produits de ce projet, saisir son numéro, PD 756/14 Rev.1 (M), dans le moteur de recherche de projets de l'OIBT sur: www.int/fr/project_search

³ La méthode des «5S» est utilisée pour organiser le lieu de travail.

Accompagner l'offre en bois légaux en Indonésie

Un projet de l'OIBT a aidé à développer un système de traçabilité génétique du bois

par Andrew Lowe¹, Eleanor Dormontt¹ et Anto Rimbawanto²

¹ Institut de l'environnement, École de biologie, Université d'Adélaïde, Adélaïde, Australie (andrew.lowe@adelaide.edu.au; eleanor.dormontt@adelaide.edu.au)

² Centre de biotechnologie forestière et d'amélioration des arbres, Ministère de la conservation et de la foresterie, Yogyakarta, Indonésie (rimba@indo.net.id)



Au cœur de l'activité: Supi, un agent de terrain à Cabang Panti dans le Kalimantan occidental, en Indonésie, prélève une carotte élémentaire sur une espèce de *Dipterocarpus*. Photo: E. Dormontt/Université d'Adélaïde

L'exploitation forestière illicite et le commerce de bois obtenus de sources illégales entraînent de nombreux problèmes économiques, tels que la perte de recettes fiscales pour les gouvernements ou encore la détérioration des moyens d'existence au niveau des communautés forestières, sans oublier les problèmes environnementaux de type dégradation des forêts. Afin de lutter contre l'exploitation forestière illicite et le commerce de bois obtenus illégalement, si des instruments législatifs tels que le dispositif de vérification de la légalité en Indonésie (le SVLK), la loi interdisant l'exploitation forestière illicite en Australie ou encore la loi Lacey aux États-Unis d'Amérique ont certes été adoptés, les mécanismes pratiques permettant de déterminer l'origine d'un bois ou d'un produit ligneux font toutefois encore défaut. Or, plusieurs méthodes employées pour déterminer le caractère légal d'un bois et contrôler le commerce associé ont atteint leurs limites s'agissant des essences tropicales. Les tests d'identification d'une essence peuvent rarement aller au-delà de l'échelon du genre tandis que les systèmes existants de traçabilité du bois (qui reposent essentiellement sur une documentation papier) peuvent être falsifiés sachant qu'ils dépendent de marqueurs externes que l'on appose et non de caractéristiques inhérentes au bois proprement dit.

Profil du projet

À cet égard, un projet de l'OIBT¹ a été démarré en août 2015 dans le but de mettre au point un système plus fiable de traçabilité du bois. Il a été mené par l'Institut de l'environnement (*Environment Institute*) de l'Université d'Adélaïde, côté Australie, en partenariat avec, côté Indonésie, le Centre de biotechnologie forestière et d'amélioration des arbres de l'Agence de recherche, développement et innovation forestières et environnementales. Le projet a été axé sur le développement de marqueurs génétiques susceptibles

de servir à identifier l'espèce, la région et même l'individu d'origine pour d'importantes essences indonésiennes de la famille des Diptérocarpacées.

Les marqueurs génétiques font appel à des caractères intrinsèques au bois, ce qui les rend impossibles à falsifier, alors que des marqueurs de type étiquette qui sont fixés de manière externe ne sont jamais en revanche entièrement infalsifiables. L'identification génétique peut offrir une haute résolution spatiale, à savoir qu'il est possible de déterminer différentes populations génétiques dans des surfaces de forêt qui, sinon, apparaissent continues et ne peuvent être différenciées par d'autres moyens. Elle est également capable de faire la distinction, sans aucune ambiguïté, entre des essences très proches ou similaires là où d'autres méthodes d'identification dépendant de l'aspect du bois n'y parviennent généralement pas. Par conséquent, les techniques génétiques, en tant qu'outils importants pour vérifier l'origine d'un bois, offrent des possibilités considérables.

Objectifs et produits du projet

Le projet avait deux objectifs majeurs: accompagner une meilleure application des lois forestières et des systèmes de traçabilité et de localisation, et améliorer les procédures de vérification et de suivi; et accroître la capacité des petites et moyennes entreprises en matière de prélèvement, de transformation et de gestion du bois obtenu de sources légales et gérées en mode durable.

Ces objectifs ont été atteints dans le cadre des produits du projet suivants:

- le développement de données de référence génétique pour 72 essences majeures de Diptérocarpacées (par ex., *Shorea parvifolia*, *Shorea palembanica* et *Shorea pauciflora*), les merantis jaunes (par ex., *Shorea multiflora*), les merantis blancs (par ex., *Shorea agami*), merawan (par ex., *Hopea dryobalanoides*),

¹ Projet de l'OIBT TFL-PD 037/13 Rev.2 (M): «Développement d'un système de traçabilité génétique du bois en Indonésie»



Retours de la filière: Un participant pose une question lors d'un atelier du projet destiné aux acteurs de la filière du bois à Yogyakarta en août 2018.
Photo: P. Sulistyawati

lauan (par ex., *Dipterocarpus grandifloras*), kapur (par ex., *Dryobalanops aromatica*) et resak (par ex., *Vatica nitens*);

- une capacité accrue en Indonésie à employer des marqueurs génétiques pour la traçabilité du bois et l'identification des espèces dans le cadre de formations en Indonésie et en Australie; et
- la mise au point de méthodes de chaînes de contrôle faisant appel à l'identification génétique pour le bangkirai (*Shorea laevis*) à laquelle ont participé des acteurs essentiels de la filière. Le bangkirai a été choisi à cette fin, car il s'agit d'une essence très commercialisée qui se raréfie à l'état sauvage. Sa valeur élevée signifie qu'il peut faire l'objet d'une exploitation illícite grandissante et que d'autres bois peuvent être abusivement vendus sous l'appellation de bangkirai, ce qui met en péril la réputation de l'essence.

Défis

Ambitieux, le projet s'est heurté à plusieurs défis. En effet, l'échantillonnage d'arbres que nécessite la création d'une base de données génétique de référence est gourmand en main-d'œuvre et compliqué. Il nécessite une expertise taxonomique avancée ainsi que des équipes très bien formées et coordonnées, et des processus avancés de saisie et de traitement des données. L'application de marqueurs génétiques servant à assigner une espèce et une origine à des bois transformés demande par ailleurs que l'ADN extrait soit d'une qualité suffisamment bonne pour en obtenir un résultat. Il est en effet complexe de trouver les régions génétiques idoines à analyser (à savoir qui présentent une variation suffisante entre les espèces tout en étant suffisamment petites pour bien fonctionner dans un ADN dérivé du bois) et cela demande d'avoir recours à des compétences de séquençage de prochaine génération et à une analyse bio-informatique compétente. Le projet a également été confronté à la difficulté de prouver qu'il était possible d'utiliser cette technologie de manière effective et routinière dans le commerce indonésien du bois.

Au stade de la planification et de la mise en œuvre du projet, l'équipe a examiné la manière d'aborder ces défis et d'atténuer les risques connexes qu'ils posent à une réussite globale. Les équipes de terrain hautement qualifiées ont mis au point des procédures d'opération normalisées pour contrôler la collecte de données et d'échantillons. Des étapes taxonomiques additionnelles de vérification ont été employées pour assurer que l'espèce d'un échantillon soit correctement identifiée. L'extraction de l'ADN d'un bois a été optimisée et de nouvelles approches utilisées pour identifier les régions de gènes variables adaptées tandis que les ressources génétiques existantes pour ces espèces ont aussi été exploitées. Les autorités forestières et entreprises d'exploitation forestière indonésiennes ont travaillé sur la planification et l'exécution du projet, y compris la démonstration d'outils d'identification génétique du bois dans le monde réel, auprès de partenaires de la filière de la transformation et du commerce du bois.

Des difficultés financières de l'OIBT ont entraîné un délai significatif dans le versement des fonds du projet ainsi que certaines coupes budgétaires. Nonobstant, les organisations partenaires ont travaillé d'arrache-pied, en fournissant un appui additionnel en vue de maintenir les contrats de personnel dans une période d'incertitude, pour mener le projet à bien malgré un plan de projet restreint. Les résultats ont été encourageants malgré la taille réduite de la série d'échantillons qui ont pu être analysés; ils forment une excellente base pour des travaux ultérieurs destinés à développer pleinement des capacités d'identification génétique du bois de Diptérocarpacées en Indonésie.

Engagement des parties prenantes

En vue de populariser la recherche, le projet a mené deux ateliers de parties prenantes réunissant des représentants d'organisations scientifiques, gouvernementales, de la filière, de certification et non gouvernementales. Le premier a eu lieu en mars 2016 et le second en août 2018.



Taxonomie: Des agents de terrain travaillent le soir pour organiser les échantillons prélevés afin de produire des données de référence sur les essences de Diptérocarpacées. Photo: R. Belton/Université d'Adélaïde

Le premier atelier a aidé à identifier les exigences des parties prenantes et la manière de les incorporer dans le projet, augmentant ainsi les chances que les produits soient réalisés. De cet atelier ont émergé les préconisations suivantes:

- Privilégier les produits de bangkirai, car la substitution à cette espèce constitue un problème important qui menace la réputation des bois indonésiens obtenus de sources légales.
- Mettre au point des tests qui soient peu coûteux pour l'utilisateur final.
- Mettre au point des tests qui soient faciles à mettre en œuvre dans le cadre de la législation indonésienne, tel que le processus de certification indonésien (SVLK).

Le second atelier a servi à présenter les objectifs et réalisations d'ensemble. Les participants ont été encouragés à aider à identifier de futures opportunités de recherche-développement afin de tirer parti des acquis du projet, ce en élargissant la portée et l'application des technologies génétiques en appui au commerce légal du bois en Indonésie. Ont été formulées les suggestions suivantes:

- Élargir les données de référence afin qu'il soit possible de différencier un bois indonésien d'un bois malaisien.
- Renforcer les capacités en Indonésie afin de faciliter l'amélioration de l'extraction de l'ADN d'un bois, les capacités en séquençage de prochaine génération et le développement de ressources bio-informatiques.
- Explorer des méthodes complémentaires d'identification du bois, tels que les isotopes stables.
- Engager davantage le dialogue avec les petits exploitants.

Renforcement des capacités et transfert de technologie

Le projet comprenait des activités de formation et de développement destinées au personnel indonésien afin d'aider à renforcer les capacités en Indonésie et à transférer les technologies entre les chercheurs australiens et indonésiens. Ces activités se sont déroulées en Indonésie, au Centre de biotechnologie forestière et d'amélioration des arbres, et en Australie, au Laboratoire

d'identification génétique avancée et de criminalistique (qui fait partie de l'Institut de l'environnement), où une formation aux méthodes et techniques d'identification génétiques a été dispensée.

Démonstration de la vérification génétique dans la filière

Le partenaire de la filière *Double Helix Tracking Technologies* a travaillé avec les négociants en bois qui approvisionnent des produits de Diptérocarpacées indonésiens pour apporter la démonstration probante de l'utilité des tests génétiques afin de vérifier les espèces figurant sur leurs déclarations. Sur la base d'une série d'essais menés chez de multiples clients, les tests génétiques ont permis de confirmer une déclaration ou bien de l'infirmer si elle portait des mentions erronées. Ces résultats se sont montrés concluants pour les négociants, qui ont été en mesure d'actualiser leurs déclarations d'espèces à l'export et d'identifier les chaînes d'approvisionnement présentant les mentions d'essences les moins fiables.

Travaux ultérieurs

Ce projet aujourd'hui achevé a posé les fondements d'une expansion de la base de données génétique de référence en vue d'y inclure toutes les espèces et échantillons collectés, et de démontrer et d'intégrer ces méthodes dans les chaînes d'approvisionnement indonésiennes de bois dans le but de faciliter le commerce légal. Les travaux se poursuivent avec la sélection d'un candidat doctorant en Australie et celle, prévue, d'un candidat doctorant en Indonésie; ces deux étudiants devraient approfondir cette démarche de l'identification et de la traçabilité du bois en appui au commerce légal du bois.

Pour consulter les produits de ce projet, saisir son numéro, TFL-PD 037/13 Rev.2 (M), dans le moteur de recherche de projets de l'OIBT sur: www.int/fr/project_search

Un forum international crée un réseau de chaînes d'approvisionnement vertes

Les participants ont convenu de travailler ensemble pour développer un mécanisme destiné à accélérer la mise en place de chaînes d'approvisionnement vertes pour le bois

par le Secrétariat de l'OIBT

Yokohama, Japon
(itto@itto.int)



Attelés à la tâche: Les panellistes discutent du rôle de la filière forêt-bois dans l'atténuation du changement climatique. *Photo: CTWPDA*

Un forum réunissant des entreprises forestières, associations du bois, gouvernements et organisations intergouvernementales a convenu de créer un réseau à caractère volontaire regroupant des aménagistes forestiers, producteurs et négociants ainsi que la filière de la transformation et des consommateurs. Le but est d'ajouter une dimension intéressante aux forêts en reconnaissant leurs valeurs économiques, sociales et environnementales et en incorporant les principes de légalité et de durabilité dans l'ensemble des opérations forestières.

Baptisé «Réseau des chaînes d'approvisionnement mondiales vertes» (Réseau des GGSC), il sera alimenté par une coalition d'entreprises forestières et autres acteurs de la filière du bois mobilisés en faveur des chaînes d'approvisionnement légales et durables. Il a par ailleurs reçu le soutien d'entreprises qui ont annoncé par une déclaration qu'elles aideraient à mettre en place «un réseau collaboratif de chaînes d'approvisionnement mondiales vertes afin de promouvoir le développement durable des industries forestières et de contribuer à la conservation et à l'utilisation durable des ressources forestières mondiales». Le Réseau des GGSC est ouvert à toutes les parties concernées à travers le monde, depuis les acteurs dans les pays producteurs jusqu'au consommateur de produits finaux en passant par tous les maillons des chaînes d'approvisionnement.

Ont participé à ce Forum international – le premier dialogue mondial sur les moyens d'améliorer les chaînes d'approvisionnement du bois en vue de les rendre légales et durables – plus de 350 personnes, dont des acteurs majeurs de la filière des bois tropicaux et du commerce associé. L'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT), principal coorganisateur de ce Forum international, a pour mandat de promouvoir la gestion durable des forêts (GDF) ainsi que l'expansion et la diversification du commerce de bois tropicaux obtenus de sources légales et durables. Elle a aidé, dans le cadre de son Programme relatif aux chaînes d'approvisionnement légales et durables (LSSC) à diriger l'Initiative en faveur des GGSC. Ont également concouru

à l'organisation de ce Forum international l'Association chinoise de la distribution de bois et produits dérivés (CTWPDA), l'Association technique internationale des bois tropicaux (ATIBT) et le Centre du commerce international des produits forestiers rattaché à l'Administration nationale chinoise des forêts et des prairies (CINFT-NFGA). Ces quatre organismes se sont tous engagés à accompagner et à faciliter la mise en place et l'exploitation du Réseau des GGSC.

«La mise en place de chaînes d'approvisionnement mondiales vertes va valoriser la production, la transformation, la distribution et la consommation de bois et produits dérivés légaux et durables, y compris d'origine tropicale», a déclaré M. Robert Hunink, président de l'ATIBT.

«Ce faisant, toutes les parties prenantes en bénéficieront, depuis les gouvernements et propriétaires forestiers en région tropicale jusqu'au consommateur final, et cela nous aidera à résoudre quelques-uns des problèmes les plus urgents auxquels le monde est confronté.»

Le monde fait face à des défis environnementaux sans précédent, au nombre desquels le changement climatique, la déforestation, l'extinction d'espèces et la désertification, a-t-il été dit aux participants au Forum.

«Nous savons que les forêts, et en particulier les forêts tropicales, recèlent une biodiversité extraordinaire, qu'elles sont cruciales dans les efforts déployés pour atténuer le changement climatique et qu'elles revêtent une énorme importance culturelle pour les populations autochtones et autres peuples traditionnels», a observé M. John Leigh, président du Conseil international des bois tropicaux.

«Or, les terres qu'elles occupent sont aussi intéressantes pour l'agriculture, l'élevage de bétail, l'exploitation minière ou le développement urbain. Afin de réduire le risque de voir disparaître les forêts, il est donc impératif de générer des avantages économiques substantiels pour créer des revenus, de l'emploi, des moyens d'existence et du développement en général. Et c'est pourquoi nous avons besoin de chaînes



Applaudissements: Les participants au Forum international ont salué les efforts déployés pour améliorer l'image du secteur forestier tropical.

Photo: CTWPPDA

d'approvisionnement vertes pour assurer une offre stable – tant au plan intérieur qu'international – en bois légaux et durables obtenus de forêts gérées en mode pérenne.»

Les participants au Forum ont, entre autres, discuté de la manière dont le rôle de la filière forêt-bois peut être mis à profit pour atténuer le changement climatique; de la demande grandissante en produits du bois dans le monde; des efforts menés pour assurer le caractère légal et durable des chaînes d'approvisionnement mondiales en bois; et des moyens de faire avancer la mise en place de chaînes d'approvisionnement mondiales vertes.

«S'agissant d'adopter des chaînes d'approvisionnement mondiales vertes, la filière doit relever de nombreux défis», a indiqué M. Zhu Guangqian, expert en chef à la CTWPPDA. «Il faut pour cela que l'ensemble du secteur soit animé d'un esprit de partenariat pour, au final, que tous ses acteurs en bénéficient».

En partageant leurs savoir-faire et en valorisant l'activité commerciale et la coopération technique, le Réseau des GGSC favorisera une collaboration plus étroite et l'échange d'informations entre tous les partenaires des chaînes d'approvisionnement mondiales.

Améliorer l'image du secteur forestier

L'un des grands sujets débattu au cours de ce Forum international a été ce sentiment persistant largement répandu dans le monde que l'exploitation forestière est facteur de déforestation et que donc la filière forestière est un agent destructeur. Il est donc crucial de changer cette perception si l'on veut que les produits dérivés du bois et la filière forestière jouent leur rôle dans l'atténuation du changement climatique.

Les participants sont, semble-t-il, tombés d'accord sur le fait que l'une des grandes priorités était, du fait que les bois illégaux détruisent la réputation du secteur tout entier, d'éliminer l'illégalité qui agit comme un frein à l'augmentation des prix des bois légaux, ce qui permettrait en retour d'accroître la compétitivité de la gestion durable des forêts en tant qu'option d'affectation des sols. Un autre aspect crucial tient au fait qu'il faille nouer des liens de confiance entre les acteurs des chaînes d'approvisionnement du bois, le meilleur moyen pour ce faire étant d'avoir un dialogue ouvert et des processus transparents.

Apporter la preuve – par le biais de chaînes d'approvisionnement vertes – que les matériaux dérivés du bois proviennent de sources légales et durables pourrait être le facteur décisif. «Faites-le», a remarqué un conférencier, «et le monde vous appartiendra avec les produits dérivés du bois».

Le Forum international: Tous ensemble pour la mise en place de chaînes d'approvisionnement mondiales vertes a bénéficié de l'appui financier du Ministère fédéral allemand de l'alimentation et de l'agriculture (BMEL). L'Union européenne, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Agence française de développement (AFD), la Banque allemande de développement (KfW), le Département du développement international (DFID) du Royaume-Uni, la Fondation chinoise pour le carbone vert (CGCF), le Comité subsidiaire des bois durs de la CTWPPDA, l'Association du commerce de bois de Shanghai (STTA) et le Secrétariat des chaînes d'approvisionnement mondiales vertes y ont également apporté leur concours.

Télécharger les présentations données lors du Forum sur: www.itto.int/fr/news/international_forum_creates_network_to_encourage_global_green_timber_supply_chains

Pour en savoir plus sur le Forum et le Réseau des chaînes d'approvisionnement mondiales vertes, s'adresser à l'OIBT à: itto@itto.int



Solutions fondées sur la nature: Les produits ligneux sont des éléments essentiels pour décarboner et passer à une bio-économie circulaire, selon le dernier rapport du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC). Photo: R. Carrillo/OIBT

FORUM INTERNATIONAL

Tous ensemble en faveur de chaînes d'approvisionnement mondiale vertes

- Une initiative de la filière des produits forestiers - Principaux résultats

Les forêts sont des écosystèmes terrestres vitaux qui assurent des services et fonctions essentiels sur le plan environnemental, social, culturel et économique dont dépend l'humanité. Leur restauration et leur gestion durable contribueront à réaliser plusieurs des Objectifs de développement durable (ODD), en particulier ceux liés à une consommation et une production responsables, aux mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques ainsi que celui relevant de la vie terrestre.

En effet, les forêts peuvent contribuer à résoudre plusieurs des défis planétaires sans précédent auxquels nous sommes aujourd'hui confrontés, y compris en atténuant le changement climatique par le piégeage et le stockage du carbone. La gestion durable des forêts, en particulier en région tropicale, va permettre de réduire les pertes en biodiversité et de prévenir la dégradation des ressources foncières et hydriques tout en répondant à la demande grandissante en produits bois de la part d'une population mondiale en plein essor.

Tout au long de notre histoire, les produits ligneux, qui sont l'une des principales sources de revenus issus de la gestion durable des forêts, ont été essentiels. Ils sont employés, entre autres applications, dans les secteurs du bâtiment, de la construction navale et de la fabrication de meubles. Le dernier rapport spécial du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC) indique que les forêts gérées en mode durable et les produits ligneux qui en sont issus sont des éléments-clés pour décarboner et prendre la voie d'une économie biocirculaire, ce en piégeant le dioxyde de carbone contenu dans l'air pour le stocker dans des puits terrestres et des produits forestiers, et en substituant le bois à l'emploi de matériaux et d'énergies non renouvelables. Ce point revêt une importance capitale pour la filière forêt-bois réunie ici aujourd'hui, parce que les solutions au changement climatique fondées sur la nature en impliquant arbres et forêts ne peuvent se concrétiser pleinement que dans le cadre de chaînes d'approvisionnement légales et durables, depuis la forêt jusqu'au marché.

Tirer parti des avantages des chaînes d'approvisionnement légales et durables exigera l'engagement résolu de nombreux acteurs des chaînes d'approvisionnement et de valeur ainsi que des actions coordonnées et soigneusement documentées de leur part. Dans le but de mettre en place des chaînes d'approvisionnement légales et durables, les participants à ce Forum ont déterminé que les ingrédients suivants étaient essentiels : expertise technique, recherche, renforcement des capacités et compétences suffisants ; incitations fiscales et autres incitations macro-économiques pour les entreprises vertueuses ; accès à des financements à des taux de crédit abordables ; disponibilité d'informations et de données pour étayer la prise de décisions ; législation stable ; et transparence et bonne gouvernance.

À cette fin, le Forum international «Tous ensemble en faveur de chaînes d'approvisionnement mondiale vertes – Une initiative de la filière des produits forestiers» qui s'est tenu à Shanghai les 22 et 23 octobre derniers a mis en avant la nécessité de favoriser une collaboration et des échanges plus étroits entre tous les partenaires des chaînes d'approvisionnement mondiale, ce en partageant l'information et en améliorant la collaboration et les compétences dans le cadre d'un réseau à caractère volontaire regroupant des aménagistes forestiers, des producteurs, des négociants, l'industrie de la transformation et les consommateurs. Appelé «Réseau des chaînes d'approvisionnement mondiale vertes (Réseau des GGSC)», il sera ouvert à tous les opérateurs des chaînes d'approvisionnement et parties prenantes connexes qui sont concernés.

L'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT), dans le cadre de son Programme relatif aux chaînes d'approvisionnement légales et durables (LSSC), ainsi que les coorganisateur de ce Forum se sont engagés à accompagner et à faciliter la mise en place et l'exploitation du Réseau des GGSC. Les travaux à cet égard commenceront par les mesures immédiates suivantes :

- élaboration des modalités de travail et de collaboration en tirant parti des expériences existantes de la plateforme des GGSC en Chine ;
- création d'une base de données et d'information accessible à tous, y compris le Réseau mondial de traçabilité du bois (GTTN) en place ;
- prise en compte des mécanismes de vérification de la légalité et de la durabilité qui sont en place au sein des cadres réglementaires et juridiques mondiaux existants ;
- appui à la mise en œuvre d'un dispositif d'échange et de communication interentreprises dans le cadre du Réseau des GGSC, en s'inspirant du résultat d'un projet de l'OIBT et en mettant ces informations à la disposition du public à intervalles mensuels (y compris des informations et données sur les marchés du bois et de ses produits dérivés).

En outre, les principaux résultats de ce Forum qu'il convient de noter sont :

- une collaboration valorisée entre l'Union des forestiers industriels du Gabon et aménagistes (UFIGA) et l'Union forestière des industries asiatiques au Gabon (UFIAG) en appui à la mise en place de l'Initiative en faveur des GGSC, et l'engagement des industries forestières gabonaises à œuvrer pour obtenir la certification indépendante par un tiers de la légalité et/ou de la durabilité de leurs opérations forestières dans les trois années à venir.
- La création d'une équipe internationale d'entrepreneurs et d'experts du secteur privé qui communiqueront régulièrement pour dresser une synthèse des difficultés, opportunités et mesures à prendre afin de faire avancer les objectifs des chaînes d'approvisionnement légales et durables, laquelle ira alimenter le Réseau des GGSC.
- La collaboration accrue entre l'Association technique internationale des bois tropicaux (ATIBT) et le Secrétariat des chaînes d'approvisionnement mondiale vertes (GGSC), basé en Chine.
- Le renforcement du dialogue et de la collaboration, et l'officialisation de la relation de travail entre l'ATIBT et l'Association chinoise de la distribution de bois et produits dérivés (CTWPDA) en vue d'accroître l'impact des bois produits de manière durable en Afrique de l'Ouest et centrale.

Le Forum reconnaît que les marchés des produits bois légaux et durables pourraient davantage favoriser la gestion durable des forêts, en particulier dans les régions tropicales, et a par ailleurs pris acte du rôle important que joue le secteur privé s'agissant de faire le lien entre les différents maillons de la chaîne d'approvisionnement. Par conséquent, nous invitons toutes les parties prenantes à rejoindre le Réseau des GGSC, qui vise à apporter une dimension intéressante aux ressources forestières en reconnaissant à part entière leurs valeurs économiques, sociales et environnementales, et à incorporer les concepts de légalité et de durabilité dans l'ensemble des opérations forestières suivant une démarche progressive à caractère volontaire. En outre, nous appelons d'une part le secteur privé à faire siens les multiples avantages susmentionnés, qui exigent des efforts soutenus et une participation au niveau mondial et, d'autre part, les membres actuels et futurs du Réseau des GGSC à intégrer les avancées enregistrées dans la mise en place de chaînes d'approvisionnement légales et durables. Les efforts conjoints consentis dans le cadre du ce Forum international contribueront favorablement à l'Initiative conjointe «Du bois durable pour un monde durable» (SW4SW) du Partenariat de collaboration sur les forêts (PCF).

Nous appelons l'ensemble des parties prenantes à œuvrer en faveur de cet objectif commun qui est de mettre en place pour le bois des chaînes d'approvisionnement légales et durables et nous engageons à nous réunir de nouveau l'année prochaine pour communiquer les avancées réalisées et partager les expériences à cet égard.

Conseil: nouvelles lignes directrices saluées et annonces de financement

Lors de la dernière session du Conseil international des bois tropicaux, diverses questions relevant de la gestion durable des forêts tropicales et du commerce durable des bois tropicaux ont été abordées

par le Secrétariat de l'OIBT

Yokohama, Japon
(itto@itto.int)



En quête d'orientation: Ce paysage forestier au Togo pourrait nécessiter que l'on agisse pour juguler les processus de sa dégradation et assurer sa pérennité. Photo: «IMGP0035» par j_bg est autorisée sous CC BY-SA 2.0

Le Conseil international des bois tropicaux s'est félicité des nouvelles lignes directrices visant à aider à restaurer les forêts et terres forestières tropicales dégradées, ce qui permettra de concrétiser la gestion durable des paysages dans la durée. Ce fut l'un des aboutissements de la 55^e session du Conseil, qui s'est tenue du 2 au 7 décembre 2019 à Lomé, au Togo.

Également durant cette session, le Conseil a adopté les lignes directrices relatives à la gestion environnementale et sociale qui, en fournissant un système facile d'emploi et applicable par l'utilisateur, visent à intégrer des garanties et la gestion des risques dans le cycle des projets de l'OIBT. Le Conseil, qui est l'organe directeur de l'OIBT, comprend 74 membres (73 États et l'Union européenne) soucieux de promouvoir le commerce de bois tropicaux obtenus de sources durables.

Élaborées sur la base des principes mondiaux convenus par le Partenariat mondial sur la restauration des paysages forestiers (GPFLR), les nouvelles lignes directrices de l'OIBT sur la restauration des paysages forestiers donnent des orientations au niveau des politiques forestières et à l'échelon opérationnel pour restaurer des forêts dégradées et des paysages antérieurement boisés situés dans des biomes de forêt tropicale. Le Secrétariat révisera la version préliminaire en tenant compte des observations contribuées par les États membres de l'OIBT, avant de les adopter officiellement entre deux sessions.

Le Conseil a décidé que serait mise en œuvre à titre pilote une nouvelle Démarche programmatique, devant s'appliquer à ses travaux de la période 2020-2022, qui est articulée autour de quatre Axes programmatiques: 1) Chaînes d'approvisionnement légales et durables; 2) Conservation de la biodiversité et des services écosystémiques; 3) Restauration des paysages forestiers et moyens d'existence résilients; et 4) Questions émergentes et innovation. Durant la phase pilote, le Conseil s'emploiera à affiner cette démarche en lui fixant des objectifs clairs et en mettant en œuvre un

processus rationalisé du cycle des projets. Il a instauré un comité consultatif qui recevra des comptes rendus sur cette phase pilote et aura un travail de conseil auprès du Directeur exécutif.

Le Conseil a adopté cinq autres décisions liées à l'administration de l'Organisation.

Plusieurs donateurs ont annoncé de nouvelles enveloppes à la session: le Gouvernement du Japon, le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, le Gouvernement de la République de Corée et le Gouvernement de la Chine. Au nombre des travaux qui seront financés grâce à ces fonds figurent un projet visant à améliorer la traçabilité de la chaîne de production forestière au Guatemala et un avant-projet destiné à renforcer la capacité des acteurs des secteurs forestiers privés et villageois au Togo. A par ailleurs été assuré le financement partiel d'un projet ayant pour objet d'améliorer la gestion du paysage de la réserve de biosphère Giam Siak Kecil-Bukit Batu dans la province de Riau, en Indonésie, ainsi que celui d'un autre visant à accroître la capacité des communautés locales et de l'Administration forestière à mettre en œuvre un programme forestier villageois dans les provinces de Kratie et de Mondulkiri, au Cambodge. Plusieurs programmes en place, tels que l'initiative relative à la Mise en place de chaînes d'approvisionnement en produits forestiers légales et durables, la coopération entre l'OIBT et la CITES et les ateliers de renforcement des capacités en statistique, ont bénéficié de financements supplémentaires, tandis que des bourses de l'OIBT ont été attribuées à 14 lauréat(e)s. Globalement, des contributions volontaires d'un montant d'environ 5,1 millions \$EU ont été annoncées en 2019, intersessions pour certaines. Les autres donateurs sont notamment l'Union européenne et le Gouvernement de l'Allemagne.

Prenant la parole lors de la clôture de la session, M. David Wonou Olakodoun, le Ministre togolais de l'environnement, du développement durable et de la



De bonne volonté: M. Hidenobu Maekawa, un délégué du Japon, intervient durant une séance du Comité des finances et de l'administration lors de la 55^e session du Conseil. *Photo: R. Carrillo/OIBT*



Amitié: Le Ministre togolais de l'environnement, du développement durable et de la protection de la nature, M. Davis Wonou Oladokoun (à d.), serre la main du président sortant du Conseil, M. John Leigh, à la clôture de la 55^e session du Conseil. *Photo: R. Carrillo/OIBT*

protection de la nature, a rendu hommage aux efforts consentis et à l'énergie déployée pour veiller à ce que la session soit inclusive et résiliente.

Le président du Conseil de l'OIBT, M. John Leigh, a remercié le Ministre Oladokoun et, par son truchement, le gouvernement et la population du Togo pour l'excellence des installations de la session et leur superbe hospitalité. M. Leigh a par ailleurs rappelé aux délégués la nécessité d'avoir une OIBT forte «parce qu'aucune autre organisation n'est en mesure à la fois d'élaborer des politiques faisant l'objet d'un accord universel et d'aider les pays à les appliquer sur le terrain».

Dans son allocution de clôture, le Directeur exécutif de l'OIBT, M. Gerhard Dieterle, a indiqué au Conseil que le Secrétariat redoublerait d'efforts pour apporter à l'Organisation de nouvelles et additionnelles ressources financières, ce au profit des populations et des forêts des États membres de l'OIBT.

«Tels sont notre priorité et notre engagement essentiels envers chacun de vous», a-t-il déclaré.

Les chaînes d'approvisionnement durables en bois vues comme une réponse urgente au changement climatique

Face au changement climatique, il est aujourd'hui urgent de concrétiser la gestion durable des forêts, alimentée par un commerce durable des produits forestiers, selon le Premier ministre togolais, M. Kome Sélom Klassou, qui s'exprimait à l'ouverture de la session du Conseil.

M. Klassou a observé que d'énormes risques pesaient sur les forêts et que leur dégradation et leur amenuisement contribuaient au réchauffement climatique.

«Les ressources forestières ne sont pas infinies. Au contraire, elles se dégradent à un rythme alarmant, a-t-il ajouté. «Face à ces défis majeurs, il nous faut inverser cette tendance pour encourager des politiques qui soient compatibles avec une gestion durable des forêts.»



Écoute attentive: La salle était comble lors de l'ouverture de la 55^e session du Conseil. *Photo: R. Carrillo/OIBT*



Urgence climatique: Le Premier ministre togolais, M. Kome Sélom Klassou, observe qu'il est aujourd'hui urgent de concrétiser la gestion durable des forêts face au changement climatique. *Photo: R. Carrillo/OIBT*

S'exprimant également à l'ouverture de la session, M. Dieterle a remarqué qu'il était désormais clairement reconnu au niveau international que les forêts et les produits forestiers pouvaient contribuer de manière substantielle à atténuer le changement climatique.

«Il s'agit là d'un changement de paradigme substantiel par rapport aux approches antérieures adoptées à travers le monde, au nom desquelles on considérait que le bois et la dendroénergie constituaient l'une des causes du problème au lieu d'être une partie intégrante de la solution», a-t-il précisé.

Il est plus urgent que jamais de produire plus de bois suivant des moyens durables, a poursuivi M. Dieterle, dans un contexte de population mondiale en plein essor, alors que le changement climatique se fait toujours plus menaçant.

«Une population en plein essor sur la planète signifie qu'il est nécessaire, non seulement de fournir davantage de nourriture, mais aussi davantage de bois, de combustible bois et autres importants services forestiers», a-t-il martelé.

Ne pas adopter des chaînes d'approvisionnement durables pour le bois signifierait plus de dégradation, plus de compétition avec l'agriculture, plus de consommation de matériaux et d'énergies non renouvelables, plus de pertes d'emplois et de moyens d'existence – en particulier en milieu rural – et plus de migration et de conflits.

«Le coût de l'inaction sera incroyablement élevé», a-t-il conclu.

Le président du Conseil, M. Leigh, a expliqué que le bois, y compris les bois tropicaux, devrait être considéré comme une opportunité pour le développement durable et une partie envisageable de la solution au changement climatique.

«Il est urgent d'améliorer l'image du secteur forestier et de s'attaquer à ce sentiment persistant répandu à travers le monde qui veut que l'exploitation forestière entraîne la

déforestation et donc que la filière forêt-bois est un agent destructeur», a-t-il dit.

Des forêts gérées en mode durable et les produits ligneux qui en sont issus peuvent jouer un rôle majeur pour «décarboner» les économies en piégeant le dioxyde de carbone contenu dans l'atmosphère et en le stockant dans des produits ligneux de long terme tels qu'ossature d'habitations ou meubles, ou encore en utilisant le bois en remplacement de matériaux et énergies non renouvelables et à fortes émissions de carbone, a expliqué M. Leigh.

«Par conséquent, en réponse au changement climatique, les solutions fondées sur la nature faisant appel aux arbres et forêts ne peuvent donner leur pleine mesure que dans le cadre de chaînes d'approvisionnement légales et durables, depuis la forêt jusqu'au marché», a-t-il ajouté.

L'OIBT a lancé une initiative visant à encourager la mise en place de chaînes d'approvisionnement en bois tropicaux «à caractère légal et durable». Elle travaille avec les gouvernements de pays tropicaux ainsi que des pays importateurs, des producteurs et exportateurs de bois et des organes de la société civile aux fins d'accroître la transparence dans ce type de chaîne, de faire adopter des pratiques durables comme l'exploitation à faible impact et des techniques de transformation efficaces et d'assurer la répartition équitable des retombées du commerce des bois tropicaux.

Entre autres choses, l'Organisation a travaillé avec de grands importateurs chinois de bois pour créer le Réseau des chaînes d'approvisionnement mondiales vertes, composé d'entreprises et d'associations de la filière animées du même esprit pour traiter la question de la durabilité dans les chaînes d'approvisionnement en bois tropicaux (voir l'article précédent).

Tout un chacun bénéficierait de la mise en place de chaînes d'approvisionnement durables en bois tropicaux, selon



Discussions de marché: Les femmes sont très actives dans le secteur forestier togolais, mais ont besoin d'aide pour développer leurs activités commerciales, selon une table ronde sur les femmes et les marchés organisée par le Groupe consultatif sur la société civile durant la 55^e session du Conseil. PHOTO: R. Carrillo/OIBT

M. Olakodoun. Grâce à elles, a-t-il dit, «il serait possible d'améliorer la qualité et la disponibilité des informations sur les forêts tropicales, les marchés et le commerce des produits ligneux forestiers afin de rassurer le consommateur sur le caractère légal et durable des sources de provenance des produits qu'il achète».

En retour, cela aiderait les producteurs de bois tropicaux, y compris les petits exploitants, à élargir leur accès aux marchés mondiaux et à améliorer les revenus qu'ils en tirent, ce qui leur permettrait d'investir davantage dans la gestion durable des forêts.

Le Premier ministre, M. Klassou, a conclu que ces approches étaient essentielles pour faire du développement durable une réalité.

«Nous devons réconcilier liberté du commerce et respect de l'État de droit, développement économique et besoin urgent de nous réconcilier avec la nature», a-t-il ajouté.

Les Togolaises prennent l'initiative dans le secteur forestier, et elles ont besoin d'aide

Impliquer les femmes dans le secteur forestier est en mesure de réduire la pression sur la déforestation et d'améliorer la gestion des forêts, mais elles ont besoin d'assistance pour permettre à leurs entreprises de croître. Telle a été l'une des conclusions de la Table ronde sur «Les femmes et les marchés» qui a été organisée par le Groupe consultatif de la société civile (GCSC) durant la 55^e session du CIBT.

M^{me} Yawa Edzodziam Dogbe a indiqué que, au Togo, les femmes avaient pris l'initiative d'intervenir dans la gestion durable des forêts en menant des actions qui réduisent la pression sur les forêts.

M^{me} Dogbe est l'une des membres du Réseau de femmes africaines pour la gestion communautaire des forêts (REFACOF), une organisation non gouvernementale (ONG) qui promeut l'action collective par des Africaines en vue de s'attaquer à des défis d'ordre social, politique, juridique et économique liés à la gestion des forêts en Afrique. Le REFACOF dispose de branches dans plusieurs pays du continent.

M^{me} Dogbe a expliqué qu'un groupe réunissant une soixantaine d'ONG de femmes du Togo avait uni leurs forces pour mettre en œuvre un petit projet financé par la Banque mondiale destiné à encourager l'utilisation de fourneaux améliorés chez les ménages ruraux. Le projet a travaillé dans 60 localités pour sensibiliser aux effets du changement climatique, aux causes et conséquences de la déforestation et aux avantages d'utiliser des fourneaux mieux conçus. Des fourneaux améliorés en métal et céramique ont ainsi été distribués à 2 000 familles rurales. Trois cents entrepreneures rurales ont été formées à la fabrication de ces fourneaux améliorés, qu'elles vendent aujourd'hui sur les marchés locaux.

Selon M^{me} Dogbe, l'emploi de ces fourneaux améliorés par les familles rurales a permis de réduire la consommation de bois de feu, le temps passé par les femmes à cuisiner et les coûts ménagers assumés par les femmes.

M^{me} Dogbe a exprimé l'espoir qu'un appui financier serait attribué à un programme national de renforcement des capacités destiné à des entrepreneures rurales qui aiderait à intensifier la fabrication et la commercialisation de fourneaux améliorés sur les marchés national et régional.

Une autre oratrice de la Table ronde, M^{me} Rachel Awoussi Boyindjo, de l'ONG togolaise Dimension Humaine, a indiqué que les femmes jouaient des rôles extrêmement importants dans le secteur forestier de son pays.

«Elles coupent le bois et le transportent, elles fabriquent du charbon de bois et elles aident à reboiser les forêts dégradées», a-t-elle remarqué.

Selon M^{me} Boyindjo, les femmes représentent 97 pour cent du marché du charbon de bois au Togo et 35 à 40 pour cent de celui du bois d'œuvre. Elles produisent en outre une grande partie de l'huile de palme récoltée dans les forêts, qui génère des recettes considérables. Ces activités permettent aux femmes de contribuer de manière notable à l'économie familiale, villageoise et nationale, et de réduire les pressions sur les écosystèmes naturels.

Cela dit, a observé M^{me} Boyindjo, les femmes travaillent pour la plupart dans le secteur non officiel et sont confrontées pour cette raison à de nombreux problèmes; en outre elles n'ont toujours pas un accès adéquat aux terres et aux forêts pour développer leurs entreprises. Elle a appelé à un appui accru au reboisement, à l'attribution de forêts et de terres aux femmes, au renforcement des capacités des femmes et à ce que des améliorations soient apportées au cadre juridique pour permettre aux petits producteurs, et en particulier aux productrices, de développer leur activité.

Au cours de cette table ronde, la présidente du REFACOF, M^{me} Cécile Ndjebet, a annoncé l'ouverture d'une branche du REFACOF au Togo. Elle a indiqué que le REFACOF avait tenu un atelier de deux jours – financé par l'OIBT – à Lomé immédiatement avant la session du Conseil. Le but de cet atelier, auquel ont participé 24 Togolaises travaillant dans divers aspects de la gestion des forêts, était d'informer les participants sur les travaux de l'OIBT pour leur permettre ainsi de prendre une part active à la session du Conseil.

Lors de la clôture de cette Table ronde, l'animatrice, M^{me} Sheam Satkuru du Secrétariat de l'OIBT, a relevé que ce qu'il fallait retenir des présentations, c'était le fait qu'impliquer les femmes dans la foresterie pouvait aider à réduire la dégradation et la disparition des forêts. Il n'en reste pas moins, a-t-elle nuancé, que les entrepreneures avaient besoin d'aide pour régulariser leurs entreprises et développer leur capacité à exploiter des activités qui soient profitables et efficaces. M^{me} Satkuru a pointé le fait que le programme pilote de l'OIBT relatif aux chaînes d'approvisionnement légales et durables pouvait aider à répondre à ces besoins.

De la circonspection en matière de plantations, observe le Groupe consultatif sur la société civile

Le GCSC a invité à faire preuve de circonspection en présumant que les plantations arboricoles seraient systématiquement positives et bénéfiques. Dans sa déclaration, présentée durant la session du Conseil par son coordinateur, M. Chen Hin Keong, le GCSC s'est dit vivement inquiet de cette priorité induite que l'on semblait accorder à un approvisionnement en bois obtenus de plantations forestières.

«Les gouvernements doivent se rendre compte du fait que leurs forêts sont la plus fantastique ressource naturelle dont dispose un pays», selon la déclaration.

La déclaration a reconnu que les plantations arboricoles deviendraient inévitablement plus importantes dans le secteur forestier. Néanmoins, l'OIBT devrait continuer de promouvoir la gestion durable des forêts naturelles en raison des nombreux services et avantages qu'elles procurent.

«Nous appelons le Conseil à œuvrer avec les membres afin de trouver des marchés pour les essences de haute valeur obtenues de forêts naturelles gérées suivant des pratiques durables... et à travailler avec les populations autochtones et les communautés locales, y compris les femmes et les jeunes, pour gérer les forêts en mode durable et assurer l'utilisation durable de leurs nombreux produits forestiers.» L'OIBT devrait «revenir à l'essentiel, à savoir se concentrer sur la gestion durable des forêts et la conservation des espèces dans l'optique de leur utilisation durable, ce au profit des populations du globe et de la santé de notre planète.»

Dans sa déclaration, le GCSC a félicité le Secrétariat de l'OIBT d'avoir initié une nouvelle Démarche programmatique pour les travaux de l'Organisation. En outre, «tout au long de la longue histoire de l'OIBT, l'Organisation a fait de l'excellent travail dans l'élaboration de lignes directrices destinées à aider la GDF». Dans sa déclaration, le GCSC a par ailleurs appelé le Conseil à adopter les Lignes directrices pour la restauration des paysages forestiers en milieu tropical ainsi que les Lignes directrices de l'OIBT relatives à la gestion environnementale et sociale. Il a également indiqué qu'il continuerait de promouvoir et de partager les diverses lignes directrices de l'OIBT avec le plus grand nombre et recommandé que, en collaboration avec le GCSC, l'on procède à un suivi et à une évaluation de l'avancement de l'application des lignes directrices de l'OIBT.

Lire le texte intégral de la déclaration du GCSC sur:
www.itto.int/ittc-55/presentations

Valoriser le bois en Afrique

Lors de sa première Journée du commerce et des marchés, le Conseil international des bois tropicaux a examiné les défis auxquels sont confrontés le commerce des bois tropicaux et les chaînes d'approvisionnement durables, en particulier en Afrique

par le Secrétariat de l'OIBT

Yokohama, Japon
(itto@itto.int)



Top niveau: La tribune de la table ronde de haut niveau qui s'est tenue dans le cadre de la *Journée du commerce et des marchés*.
Photo: R. Carrillo/OIBT

Menée à une échelle massive et associée à de fortes incitations à investir dans le secteur privé, la restauration des paysages forestiers dégradés en Afrique de l'Ouest pourrait aider à impulser son développement économique tout en répondant au déficit de l'offre en bois qui se profile, selon les orateurs du volet de haut niveau présents à l'édition inaugurale de la *Journée du commerce et des marchés*, qui s'est tenue durant la 55^e session du Conseil international des bois tropicaux, à Lomé, au Togo.

S'exprimant lors de ce volet, le Directeur exécutif de l'OIBT, M. Gerhard Dieterle, a indiqué que l'essor démographique en Afrique, conjugué à la dégradation constante de ses forêts, était synonyme de grand danger. En effet, le risque est de voir se développer un cercle vicieux suivant lequel la pression exercée par les populations sur des forêts de plus en plus rares irait crescendo, entraînant ainsi leur dégradation constante ainsi que toute une série de graves conséquences.

En revanche, a nuancé M. Dieterle, «Si nous remettons en état les forêts dégradées, cela aurait des effets extraordinaires sur la sécurité de l'approvisionnement en bois et l'emploi».

Optimiser les retombées économiques d'un programme substantiel de restauration des paysages forestiers passe par le développement de chaînes d'approvisionnement légales et durables, a-t-il ajouté, mais leur mise en place est une entreprise majeure qui demande de renforcer les capacités de nombreux acteurs, en particulier des petits producteurs.

D'autres orateurs de ce volet de haut niveau, qui était animé par la Directrice des opérations de l'OIBT, M^{me} Sheam Satkuru, ont fait part de la forte intention des gouvernements de développer des plantations forestières comme moyen de réaliser des objectifs de développement durable liés, entre autres, à une économie verte, au changement climatique, à la réduction de la pauvreté et à l'inversion du processus de dégradation des terres.

M. David Wonou Olakodou, le Ministre togolais de l'environnement, du développement durable et de la conservation de la nature, a observé que les petits propriétaires-exploitants togolais montraient un intérêt grandissant pour la ligniculture en forêt plantée. Il faut toutefois que ces acteurs s'organisent de manière à pouvoir mieux dialoguer avec le gouvernement sur les questions de politique et renforcer leurs capacités en matière de forêt et de gestion d'entreprise, a-t-il remarqué. Il importe par ailleurs de valoriser le bois récolté dans les plantations du Togo, ce qui nécessite l'appui du gouvernement.

M. Olakodou a indiqué que son gouvernement avait mis en place des politiques destinées à encourager l'arboriculture, mais qu'il fallait faire davantage.

«Nous sommes attachés au sort du secteur privé et il nous faut les soutenir», a-t-il observé. «La foresterie nécessite des investissements de long terme.»

Le Ministre camerounais des forêts et de la faune, M. Jules Doret Ndong, a précisé que son gouvernement mettait en place un programme national de plantations forestières en vue de créer une nouvelle économie forestière fondée sur la ligniculture de plantation. Et cela demanderait de gros investissements.

M. Dieudonné Sita, Directeur des forêts au Ministère congolais de l'économie forestière, a pointé le fait que le manque d'accès au financement constituait un problème majeur pour tout investisseur potentiel dans les forêts, la transformation du bois et les chaînes d'approvisionnement légales, en particulier pour les petits exploitants.

«Au niveau de la sous-région et de mon pays, il est peu probable que des banques financent des opérations visant à augmenter la valeur des produits ligneux», a-t-il expliqué. De nombreux acteurs du marché intérieur connaissent de graves problèmes de trésorerie et se tournent vers le gouvernement pour qu'on les aide, a-t-il constaté.



De nouvelles ressources? Le Ministre camerounais des forêts et de la faune, M. Jules Doret Ndong (à g.), a parlé des ambitions de son pays en matière de plantations durant la table ronde de haut niveau tenue dans le cadre de la *Journée du commerce et des marchés*.
Photo: R. Carrillo/OIBT

Le problème est grave. Selon une intervention de l'auditoire, «dans nos pays, la filière forêt-bois est à genoux. Aucune banque ne veut apporter son concours à l'industrie du bois pour qu'elle se développe».

Certains pays, comme le Bénin ou le Togo, ont mis en place des politiques publiques visant à encourager le secteur privé à investir dans le reboisement, mais il est clair qu'il faut faire davantage, ont observé les orateurs et les délégués. Pour stimuler la filière forêt-bois, les gouvernements ont été appelés à créer d'importants trains de mesures d'incitation, comme cela a été fait dans d'autres régions, notamment en Asie. Les panellistes ont demandé à l'OIBT de continuer à soutenir les efforts destinés à accroître l'investissement dans le développement des plantations forestières, la création de valeur et les chaînes d'approvisionnement légales et durables, notamment dans le cadre du renforcement des capacités.

Il faut changer les mentalités pour créer une filière à valeur ajoutée en Afrique

Les gouvernements africains et le secteur privé doivent conjointement se saisir du défi que constitue le développement d'une filière bois à valeur ajoutée, se concentrer sur les opportunités et cesser de se décourager face aux problèmes, selon l'un des orateurs de l'édition 2019 de la *Discussion annuelle sur le marché*, qui s'est déroulée dans le cadre de la *Journée du commerce et des marchés*.

«L'Afrique devrait puiser du courage dans la réussite d'autres régions, mais développer des solutions propres à sa situation au lieu de copier ce qu'ont fait les gagnants», a dit M. Mafa Chipeta qui s'est exprimé de manière provocatrice lors de cette *Discussion annuelle*.

«Le développement de l'Afrique, tous domaines confondus, a été faible et on y a pris l'habitude d'en accuser les autres au lieu de trouver des solutions par ses propres moyens», a-t-il dit. «Il est quasiment certain que l'échec de l'investissement privé en Afrique soit en grande partie dû au manque de politiques, d'engagement et de discipline de la part des gouvernements.»

M. Chipeta a énoncé cinq «domaines d'intervention» qui, selon lui, sont nécessaires pour industrialiser le secteur



Changer de mentalité: M. Mafa Chipeta énonce cinq domaines d'intervention qu'il considère comme essentiels pour industrialiser le secteur forestier africain, dont un changement des mentalités.
Photo: H. Apedo

forestier africain: changer de mentalité; faire preuve de plus d'ambition et de persévérance; promouvoir un enjeu local dans la filière; développer le marché africain et négocier des accords de commerce et d'investissement plus équitables; et investir dans les plantations, l'infrastructure et les capacités humaines et institutionnelles.

Lors de cette *Discussion annuelle sur le marché*, d'autres orateurs ont abordé divers aspects du défi de promouvoir un développement créateur de valeur dans le secteur forestier africain.

M. Pyoabalo Alaba, ingénieur des eaux et forêts et Directeur général de l'Office du développement et de l'exploitation des forêts (ODEF) au Togo, a décrit la situation des ressources



Se rassembler: Le Directeur général de l'ODEF, M. Pyoabalo Alaba, a dit que le secteur forestier togolais devait régulariser sa situation et s'organiser s'il veut relever les défis auxquels est confrontée la transformation du bois. Photo: H. Apedo



Captivés: Les participants écoutent les discussions durant la *Journée du commerce et des marchés*. Photo: R. Carrillo/OIBT

forestières et de l'industrie forestière dans son pays et évoqué quelques-unes de leurs contraintes.

«Il nous faut véritablement moderniser et revoir notre secteur de la transformation», a-t-il dit. «Le secteur privé ne peut obtenir de fonds en raison de l'insuffisance de sécurités et de garanties. Les agents économiques de la filière du bois travaillent en majeure partie dans le secteur non officiel. Chacun agit de son côté isolé des autres et nous avons besoin de régulariser le secteur.»

Un jeune entrepreneur du secteur forestier togolais, M. Ayite Gaba, a observé que la filière togolaise de la transformation du teck se heurtait à deux grands défis: une dépendance excessive sur les acheteurs indiens, qui signifie que les transformateurs locaux doivent acheter leurs grumes aux prix pratiqués à l'international, ce que peu peuvent se permettre; et la qualité inférieure des meubles en teck fabriqués sur place, en grande partie dû inévitablement à la mauvaise qualité des grumes de teck que la filière est capable de se procurer. M. Gaba a formulé quatre préconisations pour remédier à cette situation, dont celle visant à ce que le gouvernement offre des incitations pour aider les Togolais à développer dans le secteur du teck des activités prospères et susceptibles d'être compétitives à l'international.

M^{me} Fifonsi Ayélé Dangbo a présenté les préconisations sur lesquelles a débouché l'Atelier régional sur la restauration des paysages forestiers par les petits exploitants en Afrique de l'Ouest qui a été organisé par l'OIBT à Lomé juste avant la session du Conseil. Elle a observé que les caractéristiques partagées par les petits exploitants forestiers sont l'accès limité au foncier; la rareté des capitaux; une priorité généralisée à l'activité vivrière; l'emploi uniquement de simples technologies de production; et la dépendance aux autres pour la commercialisation, ce qui engendre un haut niveau de vulnérabilité et de risque d'exploitation. L'Atelier a formulé cinq préconisations, dont les deux suivantes: les gouvernements devraient instaurer un régime de tenure libre

sur les terres et les arbres afin d'autonomiser efficacement les petits exploitants à mener des opérations de restauration des paysages, et créer des mécanismes d'incitation et leur apporter un soutien en gestion; et ils devraient aussi être accompagnés pour améliorer la croissance, la qualité et la productivité des plantations, et développer des marchés.

M. Labodé Popoola, de l'Université d'Ibadan, au Nigéria, a exploré la dynamique du commerce intra-africain du bois. Il a expliqué que celui-ci «offrait un énorme potentiel pour créer de l'emploi, catalyser l'investissement, nourrir la croissance économique, réduire la pauvreté et améliorer la sécurité de l'approvisionnement en bois et énergétique.» Il a formulé plusieurs recommandations, dont le besoin de mettre en place de solides institutions et partenariats à travers les secteurs et économies pour encourager le commerce du bois dans les pays africains.

M. Roy Southey, Directeur exécutif de *Sawmilling SA*, a présenté le développement de la filière forêt-bois sud-africaine, depuis ses débuts au 20^e siècle jusqu'à aujourd'hui. Il semble que trois facteurs aient été primordiaux, a-t-il observé: une forte industrie minière, qui a amené des travailleurs qualifiés dans le pays et créé une demande intérieure en bois; une pénurie de bois, qui a incité le pays à développer des plantations en vue d'être autosuffisants en bois; et une période d'isolation du commerce international, qui a obligé l'investissement à créer une filière locale de la transformation du bois.

M. Rik Sools, Directeur général de *Form International*, a parlé des expériences de sa société dans le développement de teckeraies au Ghana et a évoqué la question de savoir pourquoi il y avait aussi peu de transformation du bois dans ce pays.

«La filière bois est essentiellement centrée sur le bois issu de forêts naturelles et les grands opérateurs ne sont pas véritablement passés au bois de plantation», a dit M. Sools. En outre, dans sa grande majorité, le teck mis sur le marché

est très jeune (12 à 15 ans d'âge), mais la ressource est sous pression, ce qui entraîne des prélèvements d'arbres de petite taille et, en conséquence, des prix bas pour les planteurs. Une situation qui est à l'origine d'un autre problème dans le secteur.

«Face à cette dynamique, les petits arboriculteurs se sont découragés et envisagent d'affecter leurs terres à d'autres cultures, comme la noix de cajou», a constaté M. Sools. Il a conclu que, entre autres, une meilleure organisation des producteurs, de l'investissement et une assistance technique s'imposaient pour inciter à améliorer la gestion des plantations et la transformation locale, et résoudre les goulets d'étranglement actuels. Le Gouvernement du Ghana, l'OIBT et d'autres acteurs pourraient accompagner cette transition en offrant des incitations, en appuyant des projets pilotes et en facilitant des travaux de recherche accrus.

Dans la discussion qui a suivi, un délégué du Viet Nam a pointé les deux éléments essentiels expliquant pourquoi son pays a réussi à développer une filière de transformation du bois. Le premier est la réforme du régime foncier menée dans les années 90, dans le cadre de laquelle des terres domaniales ont été allouées à des agriculteurs. Associée à un dispositif de paiements en contrepartie de services forestiers financés par les utilisateurs d'eau en aval, les agriculteurs ont été encouragés à restaurer leurs terres en y plantant des arbres. Et aujourd'hui, le Viet Nam recèle plus de 3 millions d'hectares de forêts plantées à but commercial. Le second facteur de succès, a poursuivi le délégué, a été la privatisation de l'industrie, qui a permis au secteur privé d'y investir pour la développer. Aujourd'hui, il existe plus de 5 000 entreprises de transformation du bois. Le Viet Nam a par ailleurs interdit l'exploitation de ses forêts naturelles en 2016.

Une révolution de la «plantation d'arbres» s'impose pour limiter le changement climatique, selon le Groupe consultatif sur le commerce

L'OIBT devrait se focaliser sur le lien favorable entre les arbres et le piégeage du carbone, selon le Groupe consultatif sur le commerce, qui a présenté sa déclaration sur la *Journée du commerce et des marchés*.

Selon cette déclaration «les éléments scientifiques montrent qu'il est salutaire pour le climat de cultiver des arbres, [et] nous devrions en tirer parti».

«Le Conseil devrait prendre conscience de l'intérêt croissant que suscite à travers le monde la création de plantations arboricoles. Et encore plus important, il conviendrait que le Conseil sache à quel point les investisseurs et autres acteurs doivent combattre pour réussir à planter des arbres. Nous disposons probablement d'assez de données scientifiques et de connaissances biologiques sur l'art et la manière de cultiver des arbres en prenant suffisamment soin de la biodiversité, mais alors, qu'est-ce donc qui freine la création de plantations à grande échelle?»



Révolutionnaire: M. Barney Chan présente la déclaration du Groupe consultatif sur le commerce (TAG) durant la *Journée du commerce et des marchés*. Photo: R. Carrillo/OIBT

Le Groupe consultatif sur le commerce a indiqué à cet égard que l'OIBT pourrait jouer un rôle important s'agissant d'éliminer les obstacles à la création de plantations arboricoles, en particulier dans le contexte de la restauration des écosystèmes.

«Il y a déjà pléthore d'expertise chez les États membres et ailleurs», dit la déclaration, «mais l'OIBT doit faire preuve de leadership et exploiter cette expertise collective pour faire avancer les choses du point de vue pratique.»

Le Groupe consultatif sur le commerce a prié le Conseil de financer une réunion internationale d'experts sur les moyens de faciliter la création de plantations viables au plan commercial en milieu tropical, ou le développement d'une stratégie internationale des plantations tropicales de bois. Il a posé la question suivante: «Sommes-nous capables de déclencher une révolution de la plantation d'arbres pour sauver le climat?».

Les présentations données durant la *Journée du commerce et des marchés*, de même que la déclaration du Groupe consultatif sur le commerce sont disponibles sur: www.itto.int/ittc-55/presentations

Avantage au Viet Nam

Sa main-d'œuvre à bas coût n'est que l'une des raisons de la croissance de la filière de la transformation du bois au Viet Nam

par Phan Thi Thu Hien

Université du commerce extérieur,
Viet Nam
(phanhien@ftu.edu.vn)



Dernières touches: Des ouvrières préparent des éléments qui seront assemblés ultérieurement dans une usine de meubles à Da Nang, au Viet Nam.
Photo: J.-C. Claudon/OIBT

Le Diamant Porter (pour être précis le «Diamant Porter de l'avantage concurrentiel national») (figure 1) a été créé par Michael Porter, autorité reconnue en matière de stratégie d'entreprise et de concurrence économique et fondateur de l'Institut de stratégie et de compétitivité à l'École commerciale de Harvard aux États-Unis d'Amérique (É.-U.). Dans cet article, nous allons examiner les divers éléments du Diamant Porter pour, à la lumière de cette analyse, explorer sur quoi repose l'avantage concurrentiel que semble détenir la filière vietnamienne de la transformation du bois comparé à d'autres producteurs de produits ligneux.

Facteurs à l'œuvre

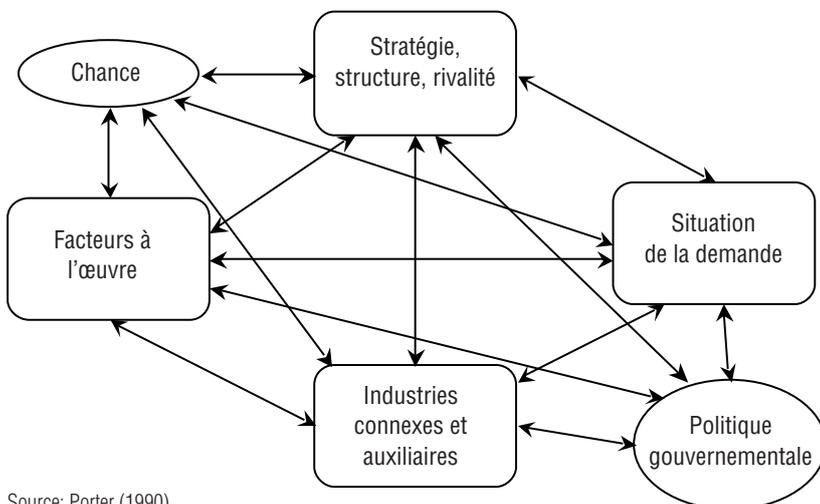
Offre en intrants ligneux

Le Viet Nam souffre d'une offre inadéquate en matériaux ligneux, tant en quantité qu'en qualité, pour alimenter une fabrication de produits bois qui réponde aux normes techniques et réglementations internationales légitimes.

Dans le passé, le Viet Nam s'est taillé un avantage concurrentiel à partir de sa vaste gamme d'articles d'artisanat, qui ont formé la base de produits décoratifs onéreux fabriqués à partir d'essences rares et ornés dans le style feng-shui. D'innombrables villages traditionnels réputés ont contribué de manière substantielle aux exportations vietnamiennes d'artisanat vers les marchés asiatiques, dont la Chine, la Région administrative spéciale (RAS) de Hong Kong et le Japon, un commerce qui a aidé au développement socioéconomique de ces villages et du pays. Mais ces échanges ont aussi contribué à ce que le Viet Nam occupe la position peu enviable d'être une plaque tournante du commerce illicite d'espèces arborées inscrites aux annexes de la Convention sur le commerce international d'espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES).

En 2014, le Gouvernement vietnamien a déclaré clos à toute activité marchande du bois l'ensemble de ses forêts naturelles domaniales et il œuvre à appliquer ses lois forestières afin de lutter contre le commerce illicite des bois interdits par la réglementation. Parallèlement, les politiques prohibant les prélèvements de bois et les exportations de grumes de forêts naturelles qui sont en vigueur dans d'autres pays asiatiques (qui étaient auparavant des fournisseurs de grumes du Viet Nam), tels que le Cambodge, la République démocratique populaire lao ou le Myanmar, ont entraîné de sérieuses pénuries de matériaux intrants dans la filière vietnamienne de la transformation du bois, en particulier pour les œuvres sculptées en bois.

Figure 1: Le Diamant Porter de l'avantage concurrentiel national



Source: Porter (1990).

... Avantage au Viet Nam

Deux sources alimentent en intrants bois la filière vietnamienne de la transformation du bois: les plantations locales et les importations, comme nous le verrons ci-après.

Le bois issu de plantations locales. Sachant que le Gouvernement vietnamien a banni l'exploitation forestière dans ses forêts naturelles domaniales, les matières bois de sources légales proviennent en majeure partie des plantations lignicoles locales.

Le Viet Nam recelait durant la période 2010-2015 une superficie de forêts plantées estimée à 3,2 millions d'hectares, dont le volume de bois sur pied est de 60 millions de m³. Le volume annuel prélevé, essentiellement composé d'acacia, de pin à pignons et d'eucalyptus, approche 5 millions de m³. Les ressources locales en bois, y compris les importants volumes issus des plantations d'hévéa et des arbres plantés dans les fermes, ne sont toutefois pas en mesure de satisfaire la totalité de la demande de la filière de la transformation du bois. De 6 à 10 ans d'âge pour la plupart, les arbres prélevés ne répondent pas aux exigences de qualité et techniques requises pour les matériaux de transformation non plus qu'ils sont conformes aux normes internationales telles que la Réglementation de l'Union européenne (UE) n°995/2010 dite REACH («Enregistrement, Évaluation, Autorisation et Restriction des produits chimiques»), ni aux normes privées telles que celle du Conseil de bonne gestion forestière (FSC) ou du Programme de reconnaissance des certifications forestières (PEFC).

Cet situation met en difficulté les exportateurs vietnamiens de produits bois transformés en direction des É.-U. et de l'UE, qui exigent des garanties de légalité et, dans certains cas, une quantité minimale de bois certifiés dans leurs produits. Depuis mars 2013, les produits fabriqués au Viet Nam qui sont importés sur le marché de l'UE doivent être fabriqués à partir de bois obtenus légalement et en toute transparence. Or, les forêts nouvellement plantées au Viet Nam n'étant pas certifiées, cela pose pour les fabricants un défi de taille.

La localisation des entreprises de transformation du bois est aussi un problème dans la mesure où elles ne sont pas uniformément réparties entre les diverses surfaces de forêt plantée. Nombre de grandes entreprises sont en effet situées dans des zones industrielles dotées d'installations de haute qualité et de systèmes de transport pratiques qui les relient aux ports maritimes locaux (concentrés dans le sud-est et la province de Binh Dinh), mais sont éloignées des ressources des forêts plantées. Seulement un pour cent des entreprises de bois du pays sont implantées dans le nord-ouest, la région offrant les plus vastes surfaces de forêt plantée. Cela a pour conséquence de renchérir le prix des produits bois originaires du Viet Nam et de réduire leur compétitivité sur les marchés internationaux.

Intrants bois importés. Le Viet Nam importe des produits bois primaires, en particulier des bois durs, en provenance de plus d'une centaine de pays, et ces importations sont en hausse. En 2018, la filière vietnamienne de la transformation du bois a ainsi importé 9,98 millions de m³ de grumes, qui constituaient 25 pour cent environ de l'offre totale en bois cette année-là dans le secteur vietnamien de la transformation du bois. Ces importations se sont chiffrées à 2,34 milliards \$EU, soit 7 pour cent de plus qu'en 2017; les principaux fournisseurs étaient les pays africains (515,6 millions \$EU), la Chine (426,3 millions \$EU), les É.-U. (310,6 millions \$EU), l'UE (246,5 millions \$EU), la Malaisie (114,2 millions \$EU) et le Cambodge (100,6 millions \$EU) (GVDV, 2019).

On estime que, pour atteindre l'objectif d'exporter des produits bois à hauteur de 20 milliards \$EU d'ici à 2025, le Viet Nam nécessitera des matières premières à raison de 4 à 5 millions de m³ supplémentaires par an. Or, la filière du bois est confrontée à un déficit majeur de l'offre suite à l'interdiction d'exploiter les forêts naturelles, aux interdictions d'exporter les grumes instaurées par le gouvernement et aux strictes politiques, lois et réglementations adoptées en matière de gouvernance des forêts par des pays asiatiques qui étaient auparavant de grands fournisseurs.

Les prix renchérissés de l'offre en bois sur les marchés internationaux menacent aussi la compétitivité et la productivité des firmes vietnamiennes de transformation du bois.



Métamorphose: Un ouvrier peint des éléments au pistolet dans une fabrique de meubles à Da Nang, au Viet Nam. Photo: J.-C. Claudon/OIBT

Il y a toutefois des raisons d'être optimiste sachant que le bois de plantation contribue jusqu'à 70 pour cent des matières premières de la filière (To Xuan Phuc *et al.*, 2019).

Ressources humaines

Au Viet Nam, la main-d'œuvre est jeune, abondante et peu chère, mais elle manque de savoir-faire et de spécialisation technique. Estimée à 97,7 millions d'habitants en 2018, la population du Viet Nam augmente au rythme de 1,08 pour cent par an. La population en âge de travailler (de 15 à 65 ans) est voisine de 70 millions et augmente de 0,6 pour cent par an (Central Intelligence Agency, 2019).

La filière vietnamienne du bois a bénéficié de cette force de travail pléthorique, qui est en outre moins coûteuse que dans les pays voisins. Flexibles, les travailleurs vietnamiens sont en outre animés d'une forte éthique du travail, ce qui rend le développement d'une activité commerciale dans le pays aussi enthousiasmante que gratifiante. Cela dit, relativement rares sont les travailleurs vietnamiens à être bien formés à leur occupation et capables de travailler dans une perspective de long terme; en outre la classification de la qualité de la main-d'œuvre n'est pas claire en raison d'une gestion et d'une supervision déficientes. Aujourd'hui, la filière vietnamienne de la transformation du bois dispose de plus de 300 000 travailleurs, mais 10 pour cent seulement de la force de travail permanente a au moins le niveau de l'éducation primaire; 35 à 40 pour cent sont recrutés de manière saisonnière comme main-d'œuvre manuelle et le reste est formé à la production de la transformation du bois. Le niveau de spécialisation technique est donc modérément faible dans les entreprises vietnamiennes de la transformation du bois, notamment chez les petites et moyennes entreprises (PME). La pénurie de travailleurs qualifiés est l'une des raisons pour lesquelles le salaire moyen dans la filière de la transformation du bois est plus faible au Viet Nam que dans les pays concurrents de la région et dans le monde: il correspond à 50 pour cent du salaire moyen aux Philippines, à 40 pour cent de celui de la Chine et à environ 20 pour cent de celui de l'Europe (Nguyen Ton Quyen, 2016).

Afin d'accroître l'avantage comparatif de la filière vietnamienne de la transformation du bois, il faut que le pays prenne en compte la pénurie de travailleurs professionnels et spécialisés capables de tâches sophistiquées telles que le design de produits, la commercialisation et la promotion. En outre, pour assurer la performance continue et le développement durable de la filière vietnamienne de la transformation du bois en cette ère de l'innovation, il faut des connaissances en matière de mondialisation, commerce



Concentrés: Des ouvriers fabriquent des éléments de chaises en bois dans une usine à Da Nang, au Viet Nam. Photo: I. Arkhipova/FAO

transfrontalier, commerce international et gestion des ressources humaines.

Entreprises: stratégies, structures et rivalité

Avant d'entrer dans l'ère de l'économie de marché, l'économie vietnamienne était de type féodal, une culture qui continue d'imprégner la manière dont on organise le travail et l'activité. Par exemple, en parallèle à ses nombreuses entreprises modernes qui s'industrialisent en faisant appel à des technologies et des lignes de production modernisées, la filière du bois comprend toujours des villages du bois tels que Dongky, Van Diem et Van Ha, où la plupart des tâches sont effectuées à la main. En raison de la petite taille des activités et du peu de technologie employé, les produits y sont relativement peu sophistiqués et essentiellement destinés aux touristes sous la forme de souvenirs uniquement. Côté positif, outre le fait que ces villages aient réduit le chômage rural et aidé à maintenir des aspects de la culture traditionnelle, ils sont aussi moins soucieux de concurrencer des rivaux locaux et étrangers de la filière du bois.

L'une des principales raisons pour laquelle certaines entreprises se concentrent sur le marché intérieur est qu'elles n'ont pas à suivre les tendances des styles modernes dans le meuble. Pour la plupart, les villages d'artisanat et les corporations vietnamiennes conçoivent du mobilier d'intérieur en bois imposant et richement orné de motifs liés aux croyances religieuses. Sur ce segment du marché, les producteurs vietnamiens font face à de puissants concurrents sur les marchés intérieurs et extérieurs, notamment en Chine, RAS de Hong Kong, Malaisie, Myanmar et Province chinoise de Taïwan, qui offrent une vaste gamme de produits à des prix compétitifs. La présence de ces rivaux incite les firmes à se tenir au courant de ce que l'autre fait et à mettre en place des stratégies pour demeurer compétitives.

Au niveau national, les PME constituent 90 pour cent (en nombre) de la filière de la transformation du bois,

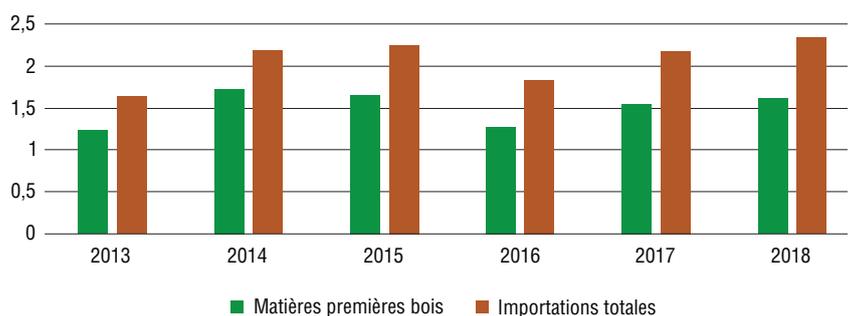
la plupart étant toutefois des sous-traitants de la production de produits bois vendus sur les marchés internationaux du fait qu'ils manquent de capitaux, technologies, lignes de production et connaissances en commercialisation. Les 10 pour cent restants dans ce secteur comprennent des entreprises qui bénéficient d'investissements étrangers directs (IED); bien que relativement peu nombreuses, les entreprises IED représentaient en 2018 un chiffre d'exportation de 3,93 milliards \$EU de produits bois vietnamiens, soit 62 pour cent du total (GDVC, 2019).

On voit donc que la filière vietnamienne du bois offre divers avantages en termes d'effectifs locaux et de participation active aux accords de commerce internationaux, qui peuvent aider les entreprises vietnamiennes à susciter l'intérêt d'investisseurs étrangers et créer des opportunités d'élargir leurs marchés. Il faut toutefois pour cela s'attaquer à toute une série de problèmes, dont la pénurie d'employés qualifiés correctement formés, la modernisation des lignes d'assemblage et la nécessité d'améliorer les politiques.

Situation de la demande

Les entreprises vietnamiennes de transformation du bois ont tendance à privilégier les marchés extérieurs, en adaptant leurs opérations pour répondre aux objectifs des clients internationaux potentiels. En revanche, jusqu'à 80 pour cent du marché intérieur est alimenté par des rivaux étrangers. Une approche «Fabriqué au Viet Nam» sur le marché intérieur pourrait représenter pour la filière locale jusqu'à 2 milliards de recettes annuelles.

Figure 2: Importations vietnamiennes de matières premières bois (en milliards \$EU)



Source: To Xuan Phuc *et al.* (2019).

Il est significatif que, pour près de 70 pour cent, les importations vietnamiennes de bois et produits dérivés (en valeur) correspondent à des intrants ligneux destinés à la production de transformation de type contractuelle pour l'export (figure 2). Cette situation pourrait toutefois s'avérer être problématique pour le développement à long terme des entreprises vietnamiennes de transformation du bois: il est en effet difficile de réaliser des économies d'échelle et de créer de la demande sans harmoniser les marchés international et intérieur, ce pour des raisons de chaînes d'approvisionnement et autres difficultés (par ex., celles que posent des barrières d'ordre non tarifaire et technique, la compétence juridique, la propriété intellectuelle et le financement). Si les entreprises continuent de perdre des parts du marché intérieur, les attend alors un futur fait de fusions et acquisitions, de sous-traitance et d'éventuels faillites ou effondrements dû à un manque de production d'échelle et de retours économiques. Il est donc vital d'accroître la demande intérieure, d'améliorer le statut des produits bois locaux sur le marché intérieur, d'élargir la productivité et de se mettre en lien avec les marchés extérieurs pour assurer le développement durable du secteur. Le Ministère vietnamien de l'industrie et du commerce et l'Association vietnamienne des bois et produits forestiers (VIFOREST) mènent actuellement des campagnes locales de promotion des produits vietnamiens, y compris dans le cadre de salons annuels des produits bois, de décoration d'intérieur, d'artisanat et d'ameublement dans les régions du centre et les villes.

Industries connexes et auxiliaires

Alors que pièces détachées, matériel et produits chimiques sont des intrants majeurs de la transformation du bois, le secteur vietnamien n'a pas la capacité de les fournir par lui-même aux normes, qualité et spécifications requises. En conséquence, les entreprises sont obligées d'importer ces matériaux, de même que les machines, outils et autre équipement. On estime que près de 90 pour cent des outils et de l'équipement de transformation du bois sont importés (le reliquat étant obtenu localement). Cela pourrait être un obstacle à la création de valeur. Selon M. Dinh Ngoc Minh du Ministère vietnamien de la planification et de l'investissement: «Pour le pays, le problème très épineux est son incapacité à être autosuffisant et à développer les industries auxiliaires que nécessitent tous les secteurs manufacturiers en général et la filière de la transformation du bois en particulier. Faute de dispositifs et d'orientations synchronisés et efficaces pour le développement, l'industrie vietnamienne du bois reste très gourmande de main d'œuvre et n'offre qu'une valeur ajoutée limitée sur le marché mondial» (Centre d'information pour le développement agricole et rural, 2014).

Rôle du gouvernement vietnamien

L'Accord de partenariat volontaire (APV) entre l'UE et le Viet Nam qui va entrer en vigueur prochainement sera pour la filière de transformation du bois source de nombreuses opportunités à l'export. Cela dit, le défi concernera la fourniture des intrants bois, sachant que le Viet Nam dépend encore de volumes de bois importés en grandes quantités. Sur les 15 premiers pays fournissant de bois au Viet Nam, sept peuvent être considérés comme présentant un risque élevé d'illégalité, sachant que ceux-ci représentent actuellement près des deux tiers des importations vietnamiennes de bois (GDVC et VIFOREST, 2019). On s'inquiète particulièrement au sujet des essences précieuses de haute valeur qui sont importées pour le marché intérieur depuis des pays où la gestion des forêts et l'application des lois font défaut.

Le Gouvernement vietnamien s'est résolument engagé à mettre en œuvre son APV dans le but d'exclure les bois illégaux des chaînes d'approvisionnement en bois, un processus qui est en cours (tableau 1). En outre, la loi forestière, que l'Assemblée nationale a adoptée en 2017, prend en compte le rôle important que joue la filière forestière dans le développement économique, social et environnemental du Viet Nam. En 2018, le Ministère du développement agricole et rural a affiché sa détermination (ainsi que sa capacité à se coordonner efficacement avec les industries, ministères et localités concernés) en publiant quatre décrets et sept circulaires orientant l'application de la loi forestière, lesquels sont entrés en vigueur le 1^{er} janvier 2019.

Opportunités commerciales du Viet Nam dans le monde

Le différend commercial qui oppose actuellement la Chine et les É.-U. pourrait déboucher sur un surcroît d'opportunités pour les exportations vietnamiennes de produits ligneux en raison des barrières tarifaires élevées appliquées à des produits similaires fabriqués en Chine. On a d'ailleurs récemment constaté une augmentation des commandes des É.-U. On assiste en outre à une vague d'investissements chinois au Viet Nam dans la filière de la transformation du bois, laquelle est susceptible d'attirer d'autres investissements étrangers dans un futur proche, grâce à:

Tableau 1: Feuille de route pour la mise en œuvre de l'APV-FLEGT avec le Viet Nam
(Décision n° 4852/QĐ-BNN-TCLN datée du 10 décembre 2018)

Activité	2019	2020
1. Approbation/ratification de l'APV	Avril 2019	
2. Préparation des documents législatifs et des directives techniques	➔	➔
3. Mise en place de l'infrastructure technique pour l'exploitation du Système vietnamien de vérification de la légalité des bois	➔	➔
4. Renforcement des capacités des acteurs concernés	➔	➔
5. Communication et divulgation publique des informations	➔	➔
6. Mise en œuvre, suivi et évaluation de l'APV	➔	➔
7. Mise en lien des activités et appui à la mise en œuvre de l'APV aux niveaux régional et international	➔	➔

Source: Administration forestière vietnamienne (2019).

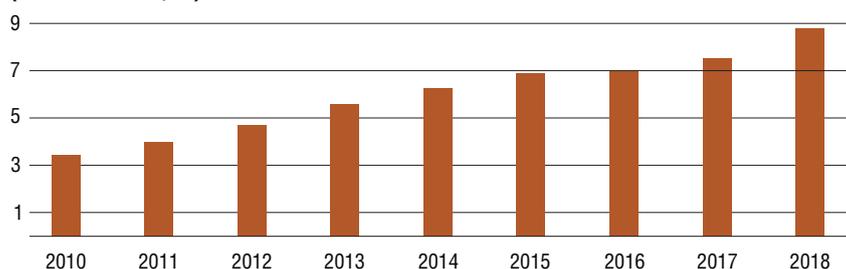
- ses coûts de production, qui sont nettement moindres que ceux de ses concurrents en raison de l'abondante main-d'œuvre peu chère et sa relativement bonne capacité technique à satisfaire aux exigences des acheteurs et partenaires d'outremer;
- sa capacité à approvisionner ses matières premières à partir de plantations pour la transformation et les exportations;
- son emplacement géographique favorable, qui réduit le coût et la durée du commerce transfrontalier avec ses grands partenaires commerciaux, en particulier la Chine et la République de Corée; et
- les faibles droits de douane à l'import sur de nombreux grands marchés, qui sont nettement inférieurs à ceux imposés sur les produits originaires du Brésil, de Chine et du Myanmar puisque le Viet Nam a signé divers accords de libre-échange à cet effet (Phan Thi Thu Hien, 2018).

Le Viet Nam saisit les opportunités sur les marchés internationaux

La filière forestière et la production dans la transformation du bois connaissent depuis 2000 un essor, qui s'accompagne d'une augmentation du nombre d'usines, de la capacité de production, de la production manufacturière et de la part de marché sur le marché local et à l'international. Les produits ligneux sont devenus la principale marchandise que le pays exporte, avec une croissance moyenne de 15 pour cent durant la période 2011-2018 et une progression en valeur totale de 3,43 milliards \$EU en 2010 à 8,9 milliards \$EU en 2018 (figure 3) (GDVC, 2019).

En 2018, les cinq premiers marchés d'exportation des produits bois vietnamiens étaient (dans l'ordre décroissant et en valeur) les É.-U., le Japon, la Chine, l'UE (28 pays) et la République de Corée (tableau 2).

Figure 3: Chiffre des exportations vietnamiennes de bois et produits dérivés, 2010-2018 (en milliards de \$EU)



Source: GDVC (2019).

Depuis 2015, les É.-U. sont le principal importateur de produits bois vietnamiens, avec un chiffre de 3,6 milliards \$EU en 2018, soit 43 pour cent du total des exportations vietnamiennes de produits ligneux cette année-là (To Xuan Phuc *et al.*, 2019).

Les exportations vietnamiennes de produits bois concernent essentiellement deux chapitres du Système harmonisé (SH): le chapitre 44 (bois et articles en bois; charbon de bois) et le chapitre 94 (meubles d'intérieur et d'extérieur en bois). En 2018, les produits bois de transformation représentaient 60 pour cent du chiffre total des exportations (près de 5,3 milliards \$EU).

Le Viet Nam est un grand exportateur de copeaux de bois (code SH: 440122), produit qui fait appel à un procédé de fabrication moins complexe que celui de la plupart des produits à valeur ajoutée, l'une des principales raisons de la pénurie locale de matières premières. Les copeaux de bois ont été exportés dès les débuts de la filière vietnamienne de la transformation du bois: le volume exporté était de 325 000 tonnes en 2002 pour un chiffre de 22 millions \$EU; en 2018, il atteignait 10 millions de tonnes (à partir de 20,5 millions de m³ de grumes) pour un chiffre de 1,3 milliard \$EU. La Chine est le plus important importateur de copeaux de bois vietnamiens, suivie du Japon et de la République de Corée (To Xuan Phuc *et al.*, 2019).

Tableau 2: Valeur des principaux marchés d'exportation de bois et produits dérivés du Viet Nam, 2015-2018

Marché d'exportation	2015	2016	2017	2018
	(en millions de \$EU)			
États-Unis	2 580	2 710	3 080	3 610
Japon	1 020	961	989	1 120
Chine	986	1,030	1 0890	1 080
Union européenne	754	742	762	785
République de Corée	496	579	673	939
Australie	152	161	154	174
Canada	149	131	153	156
Chine, RAS de Hong Kong	115	33,1	16,9	6,99
Inde	98,8	49,5	60,2	46,1
Province chinoise de Taïwan	70,4	64,3	58,3	60,6
Malaisie	48,0	44,5	54,0	101
Autres	324	295	317	398

Source: GDVC (2019).



Chaises brutes: Une ouvrière met la touche finale à des éléments de chaises dans une usine de meubles à Da Nang, au Viet Nam.

Photo: J.-C. Claudon/OIBT

Conclusion

D'après le cadre théorique du Diamant Porter, l'avantage concurrentiel de la filière vietnamienne de la transformation du bois tient à la position favorable qu'elle occupe sur le plan de l'investissement et des exportations. À l'avenir, le Viet Nam devra toutefois améliorer sa compétitivité en développant sa demande intérieure et des industries auxiliaires, et en réduisant sa dépendance aux importations de matières premières. Il ressort de cette étude qu'il est nécessaire de développer des zones de production de matières premières bois; une main-d'œuvre hautement qualifiée; une industrie auxiliaire de la transformation du bois; et la capacité des entreprises de transformation du bois à respecter les exigences de légalité.

Bibliographie

Central Intelligence Agency 2019. The world factbook [en ligne]. Consulté le 2 octobre 2019. <https://www.cia.gov/library/publications/resources/the-world-factbook/geos/vn.html>

GDVC 2019. 2018 Customs handbook in international merchandise trade statistics of Vietnam. General Department of Vietnam Customs (GDVC).

GDVC & VIFOREST 2019. Vietnam's exports and imports of wood and wood products in 2018. General Department of Vietnam Customs

(GDVC) & Vietnam Timber and Forest Products Association (VIFOREST). GoViet No.108, 66–72 (disponible sur: http://goviet.org.vn/upload/aceweb/content/GoViet%20No.108_January_Feb.2019.pdf).

Information Center for Agriculture and Rural Development 2014. Vietnam Wood Industry Annual Report of 2013 and potentials in 2014.

Nguyen Ton Quyen 2016. Assessment on training requirements about human resource in the Vietnam forestry production industry from perspective of international business and integration. Article présenté lors de la *Conference on Work Opportunity and Trends in the Vietnamese Forestry Industry*. Université de foresterie, Hanoi.

Phan Thi Thu Hien 2018. Tendances du marché: Au Viet Nam, les exportations de bois sont en plein essor, mais la filière locale n'a pas encore pleinement exploité son potentiel commercial. *Actualités des Forêts Tropicales* 27(2): 26–29.

Porter, M.E. 1990. The competitive advantage of nations. *Harvard Business Review* March-April 1990.

To Xuan Phuc, Tran Le Huy, Cao Thi Cam, Nguyen Ton Quyen & Huynh Van Hanh 2019. Vietnam's trade in wood and wood products in 2018. *The 2018 annual report*. Vietnam Timber and Forest Products Association (disponible sur: http://goviet.org.vn/upload/aceweb/content/Bao%20cao%20thuong%20nien%20onganh%20go%202018_21.2.2019.pdf).

Vietnam Forestry Administration 2019. National Workshop on Forest Products Statistics, Da Nang, Viet Nam, 10-12 avril 2019.

VIFOREST 2019. GoViet No.109, January (disponible sur: http://goviet.org.vn/upload/aceweb/content/GoViet%20No.108_January_Feb.2019.pdf).

La valeur ajoutée de la Chine

La dernière revue de la situation mondiale des bois publiée par l'OIBT montre que la Chine continue de dominer les importations de produits bois tropicaux primaires et les exportations de produits finis

par Fran Maplesden

Consultante
Rotorua, Nouvelle-Zélande
(fran.maplesden@gmail.com)



Empilés: Des sciages du Sarawak, en Malaisie. Photo: J.-C. Claudon/OIBT

Après leur essor rapide de 2014 à 2017, les importations chinoises de sciages tropicaux ont ralenti en 2018, selon l'édition 2017-2018 de la *Revue biennale et évaluation de la situation mondiale des bois*, récemment publiée par l'OIBT. Cette publication phare de l'OIBT donne des éclairages sur les tendances dans le secteur et les marchés mondiaux du bois, dont la production et le commerce de produits bois primaires et de transformation secondaire.

Les données de la *Revue* sont incluses dans la base de données statistiques¹ en ligne de l'OIBT, actualisée pour la période 1990-2018. Il s'agit d'un outil remarquable pour analyser les tendances de long terme à l'œuvre dans le commerce des bois et produits ligneux primaires d'origine tropicale (bois ronds industriels, sciages, placages et contreplaqués) et les évolutions importantes intervenues sur le plan de la production de bois et de la transformation accrue. On trouve également dans cette dernière édition de la *Revue* une analyse fouillée de l'offre et de la demande en bois au Japon, y compris les tendances actuelles et perspectives futures pour les bois des mers du Sud.

Principales constatations sur les produits bois primaires

En 2018, les importations mondiales de grumes de feuillus tropicaux se sont légèrement contractées, à 17,9 millions de m³, les principaux flux du commerce étant opérés en direction de la Chine depuis la Papouasie-Nouvelle-Guinée (PNG), les îles Salomon, la Guinée équatoriale et le Mozambique; vers l'Inde et l'Indonésie depuis la Malaisie; et à destination du Viet Nam depuis le Cameroun. Les autres producteurs asiatiques significatifs, dont le Cambodge, l'Indonésie, la République démocratique populaire lao, les Philippines et la Thaïlande, ont pour la plupart instauré une interdiction, sous une forme ou une autre, d'exporter les

grumes. Les autres principaux flux de grumes tropicales en 2018 sont partis de l'Afrique pour alimenter la Chine et le Viet Nam.

La Chine a continué de dominer le commerce des importations, représentant en 2018 63 pour cent, selon les estimations, des importations mondiales de grumes tropicales (11,1 millions de m³), pour un chiffre de 3,456 milliards \$EU. Chez les principaux fournisseurs, les importations ont nettement augmenté cette année-là en provenance du Cameroun, de la Guinée équatoriale et de PNG, tandis qu'elles ont reculé depuis le Congo, le Ghana et le Nigéria. Les importations ont bondi en provenance des fournisseurs de plus petits volumes tels l'Équateur, le Libéria, la Sierra Leone et le Suriname, ce qui indique que la Chine a continué de diversifier ses sources d'approvisionnement dans un contexte d'épuisement de l'offre et d'intensification des restrictions au commerce.

L'Asie a continué de dominer le commerce mondial des sciages tropicaux. La Chine et, à un moindre degré, la Thaïlande et le Viet Nam sont arrivés en tête des principaux importateurs en 2018, tandis que la Thaïlande, la Malaisie, le Gabon et le Cameroun (en ordre décroissant de volume) ont été les principaux exportateurs. Après un plus bas en 2012, le volume total de sciages tropicaux importé par les pays membres de l'OIBT a augmenté d'année en année pour atteindre 11,3 millions de m³ en 2017, avant toutefois de reculer en 2018, à 11 millions de m³. En Chine, les importations de sciages tropicaux ont commencé à ralentir en 2018, après leur essor rapide de 2014 à 2017, année où elles ont atteint le chiffre record de 7,4 millions de m³. La Thaïlande s'est classée en tête des exportateurs de sciages tropicaux en 2018, essentiellement du bois d'hévéa de plantation. On constate toutefois un léger fléchissement, à 4,5 millions de m³, qui reflète le ralentissement de la demande dans les industries chinoises des produits bois de transformation secondaire (PBTS), lesquelles ont absorbé 99 pour cent des exportations thaïlandaises.

¹ www.ito.fr/biennial_review

... La valeur ajoutée de la Chine

Dans l'ensemble, le commerce mondial des contreplaqués tropicaux s'est contracté durant la décennie passée, avec toutefois des fluctuations. Son volume a atteint un plus bas de 5,3 millions de m³ en 2016, puis s'est rétabli en 2017 à 5,7 millions de m³ avant d'enregistrer une nouvelle hausse en 2018, avec 5,9 millions de m³. Quelques grands acteurs sont prééminents, le Japon (le principal importateur) représentant 32 pour cent des importations de l'OIBT. Les exportations de contreplaqués tropicaux en provenance de pays producteurs de l'OIBT (essentiellement d'Indonésie et de Malaisie) ont augmenté d'année en année entre 2016 et 2017, année où elles ont atteint 7 millions de m³; leur volume a toutefois diminué en 2018, à 6,6 millions de m³. Les exportations malaisiennes ont chuté à 2,3 millions de m³ en 2018 en réaction à la pénurie chronique de l'offre en intrants matières premières (à savoir des grumes de déroulage) alimentant les scieries de contreplaqués et aux prix en hausse à l'export, alors que la demande et les prix restaient en berne au Japon, leur principal marché. Les pénuries de grumes et la hausse des coûts de fabrication en Indonésie et en Malaisie ont continué de pousser les prix des contreplaqués à la hausse en 2018.

Le chiffre des importations mondiales de produits bois de transformation secondaire (PBTS) – composé pour près de 63 pour cent de meubles et d'éléments d'ameublement en bois – a totalisé 110,7 milliards \$EU en 2018, un chiffre à peu près identique à celui de 2017. La plupart des échanges ont été opérés entre pays consommateurs, qui ont également représenté la majeure partie (81 pour cent) du chiffre des exportations. Dans sa majeure partie, la demande en importations a concerné les économies avancées – essentiellement l'Union européenne, le Japon et les États-Unis d'Amérique (É.-U.) – l'Australie, la Chine, la Région administrative spéciale de Hong Kong et la République de Corée étant aussi d'importants marchés. Les importations des É.-U. se sont élevées à 30,1 milliards \$EU en 2018, soit 6 pour cent de plus qu'en 2017, absorbant un tiers des importations opérées par les pays consommateurs de l'OIBT et 32 pour cent des importations de l'OIBT.

La Chine est le premier exportateur mondial de PBTS depuis 2013, ses exportations se chiffrant à 32,3 milliards \$EU en 2018, ce qui correspond à 32 pour cent de l'ensemble des exportations opérées par les pays consommateurs de l'OIBT. Les pays producteurs de l'OIBT ont représenté 19 pour cent des exportations de PBTS de l'OIBT en 2018, lesquelles ont augmenté d'année en année au cours de la dernière décennie pour atteindre 19,6 milliards \$EU cette même année. Le Viet Nam est à l'origine de 39 pour cent des exportations des pays producteurs de l'OIBT en 2018, soit une progression de 5 pour cent, à 7,6 milliards \$EU. On constate chez les fabricants une tendance notable à la délocalisation au Viet Nam, en particulier de la part des entreprises à capitaux étrangers opérant en Chine, en réponse au recul de la compétitivité des exportations de PBTS chinois.



Table des échanges: En 2018, le chiffre des importations mondiales de produits ligneux de seconde transformation – tels que ce meuble en bois d'acacia fabriqué au Viet Nam – s'est élevé à 110,7 milliards \$EU. Photo: J.-C. Claudon/OIBT

Que se passe-t-il sur les grands marchés?

Le commerce des produits forestiers primaires a affiché des tendances intéressantes en 2019

par Mike Adams

Préparé à partir du Rapport de l'OIBT sur le marché des bois tropicaux (TTMR)

L'activité commerciale mondiale souffre des effets du différend commercial entre les États-Unis d'Amérique (É.-U.) et la Chine ainsi que des conséquences du changement climatique et des défis environnementaux. Dans ce contexte d'incertitudes, il est on ne peut plus difficile d'essayer de dégager des tendances économiques, même à moyen terme, car cela revient à lire dans une boule de cristal.

Le commerce mondial du bois n'a pas été épargné par les effets perturbateurs du différend commercial chino-américain. Les exportations américaines de grumes et de sciages en direction de la Chine ont chuté, ce dont ont souffert les producteurs américains, tandis que les exportations chinoises de produits bois à destination des É.-U. ont été décimées par les droits de douane imposés sur les importations. En conséquence, les entreprises chinoises ont réduit leurs importations de bois tropicaux qui alimentent la production à l'export.

Ce litige commercial a également entraîné des évolutions dans les circuits de distribution. Pour circonvenir les droits de douane américains et tirer parti des dispositifs commerciaux préférentiels dont jouissent certains pays, les entrepreneurs (en particulier les entreprises chinoises) ont délocalisé au Cambodge, en Malaisie et au Viet Nam. Récemment, l'Indonésie a également fait sa promotion comme base pour les fabricants chinois de meubles. Parallèlement, les pays concurrents de la Chine sur le marché américain visent à accaparer de plus grosses parts du marché.

De grandes évolutions en Chine

Bien que l'économie chinoise soit confrontée à un degré d'incertitude inédit depuis la crise financière mondiale de 2008, elle a maintenu une robuste croissance de plus de 6 pour cent durant la première moitié de 2019. Il existe toutefois un risque notable de ralentissement: en raison des coûts du foncier et de la main-d'œuvre qui sont en hausse et de leur forte dépendance aux exportations, il se pourrait que les régions du littoral chinois qui sont plus riches soient davantage exposées que d'autres aux perturbations de la chaîne d'approvisionnement. D'ores et déjà, le nord industriel de la Chine montre des signes de difficultés économiques. Une des mauvaises nouvelles pour le pays et ses partenaires commerciaux est que les exportations chinoises n'ont augmenté que de 0,1 pour cent durant les six premiers mois de 2019.

Sur le front intérieur, on estime que 70 pour cent des scieries de transformation du bois auraient reçu l'ordre de soit fermer soit se délocaliser et de moderniser leur outillage afin de se conformer aux nouvelles réglementations. Cela a radicalement affecté les circuits de distribution et perturbé les pôles de fabricants dont la production est efficace et les prestataires de services de la filière.

Selon des informations parues dans les médias, les régulateurs environnementaux se sont récemment attelés aux usines d'ébénisterie et de panneaux de 34 provinces, municipalités et régions autonomes. Près de 3 000 fabriques de panneaux à Langfang, dans la province du Hebei, ont été sommées de cesser leur exploitation, ce qui va gravement nuire aux marchés des panneaux, intérieur et d'exportation. Les experts locaux ont confirmé qu'un grand nombre de petites et moyennes de ces fabriques dans les provinces du

Jiangsu et du Zhejiang avaient fermé parce qu'elles n'avaient pas les moyens de délocaliser ou de se réoutiller.

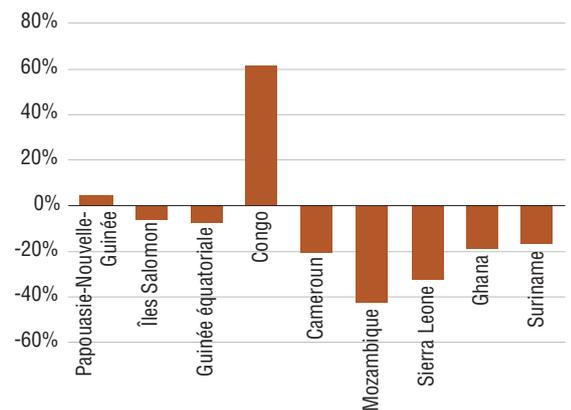
Recul des importations de grumes

Durant la première moitié de 2019¹, le volume des importations chinoises de grumes s'est élevé à 29,6 millions de m³ pour un chiffre de 5 milliards \$EU, ce qui représente un recul de 2 pour cent en volume et de 14 pour cent en valeur d'une année sur l'autre.

Dans les importations totales de grumes, celles de conifères ont augmenté de 5 pour cent, à 21,1 millions de m³, ce qui représente 71 pour cent du total national (un pour cent de plus qu'à la même période en 2018).

Les importations de grumes de feuillus ont quant à elles chuté de 16 pour cent au cours des six premiers mois de 2019, à 8,50 millions de m³, pour représenter 29 pour cent du total national (un pour cent de moins que l'année précédente).

Figure 1: Évolution sur un an du volume de grumes tropicales importé par la Chine, par pays de janvier à juin 2019



Source: Douanes chinoises.

Les importations de grumes tropicales opérées jusqu'en juin 2019 ont totalisé 3,84 millions de m³, un recul de 12 pour cent sur un an; cela correspondait à 13 pour cent de l'ensemble des importations de grumes de feuillus (une diminution de 6 pour cent d'une année sur l'autre). Les importations de grumes tropicales opérées durant la première moitié de 2019 se sont chiffrées à 1,27 milliard \$EU, soit 25 pour cent de moins d'une année sur l'autre.

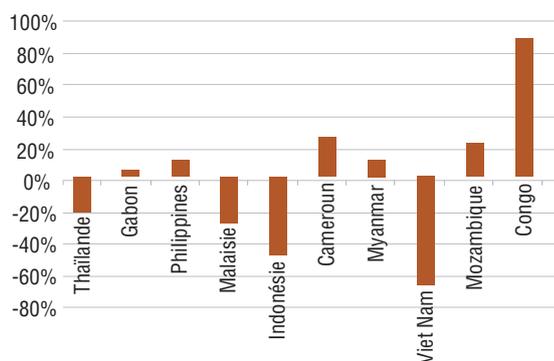
Les importations de grumes tropicales en provenance de la Gambie et du Congo ont bondi au cours de la première moitié de 2019. Celles originaires du Mozambique (-42 pour cent), de la Sierra Leone (-32 pour cent), du Cameroun (-21 pour cent), du Ghana (-19 pour cent) et du Suriname (-16 pour cent) ont en revanche nettement reculé (figure 1).

Recul des importations chinoises de sciages tropicaux

Durant la première moitié, les importations chinoises de sciages ont totalisé 18,8 millions de m³, pour un chiffre de 4,43 milliards \$EU, une augmentation d'une année sur l'autre de 4 pour cent en volume, mais une chute de 8 pour cent en valeur. Les importations de sciages de conifères ont augmenté de 17 pour cent, à 14,1 millions de m³, ce qui représentait 75 pour cent de la totalité des importations de sciages, tandis que celles de sciages de feuillus chutaient de 22 pour cent, à 4,71 millions de m³.

¹ Cet article présente les chiffres les plus récents disponibles sur le secteur forestier, jusqu'à la fin de juin 2019.

Figure 2: Évolution sur un an du volume de sciages tropicaux importé par la Chine, par pays de janvier à juin 2019



Source: Douanes chinoises.

Au cours de la première moitié de 2019, la Chine a importé 2,74 millions de m³ de sciages tropicaux, pour un chiffre de 1 milliard \$EU; il s'agit d'un recul de 22 pour cent en volume, sur un an, et de 28 pour cent en valeur. Durant cette période, les importations de sciages tropicaux ont représenté 15 pour cent de l'ensemble des importations de ce produit.

La Chine a importé de Thaïlande 1,78 million de m³ de sciages tropicaux durant les six premiers mois de 2019, une chute de 24 pour cent par rapport à l'année précédente; ces échanges se sont chiffrés à 528 millions \$EU, soit 31 pour cent de moins. Les importations chinoises de sciages tropicaux depuis le Congo ont augmenté de 87 pour cent en volume et de 71 pour cent en chiffre sur la même période. En revanche, elles ont chuté de manière marquée en provenance du Viet Nam (moins 69 pour cent en volume, de l'Indonésie (-51 pour cent) et de Malaisie (-30 pour cent) (figure 2).

Une situation mitigée dans l'UE

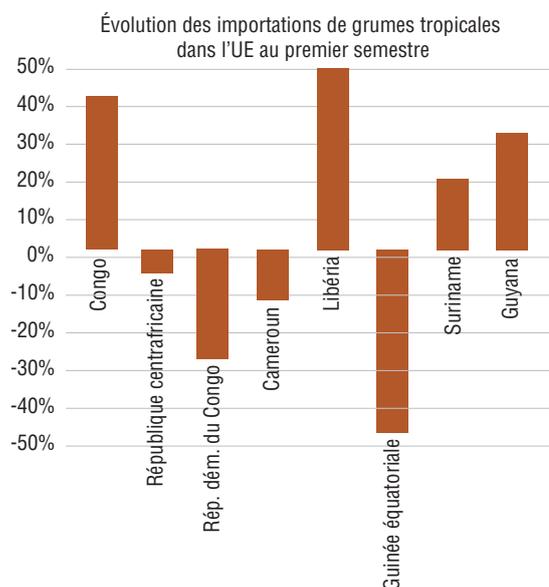
Dans l'Union européenne (UE), la construction dans le bâtiment s'est contractée au cours de la première moitié de 2019, selon les derniers chiffres d'Eurostat. Les reculs les plus prononcés dans la production de la construction ont été enregistrés en Roumanie, en baisse de 7,6 pour cent, en Finlande (-3,1 pour cent) et en Suède (-2,9 pour cent). Les meilleurs chiffres ont été affichés par la Slovaquie, en hausse de 4,1 pour cent, la France (+1,9 pour cent) et les Pays-Bas (+1,4 pour cent).

Selon les médias du commerce, le secteur du bois de l'UE a bénéficié de la robuste consommation intérieure de la première moitié de l'année, qui a été en grande partie épargnée par les prévisions économiques circonspectes. Par exemple, un négociant international majeur de feuillus basé en Europe continentale a confié qu'il avait connu un premier semestre robuste, l'activité étant soutenue par la consommation dans le secteur de la construction.

Le commerce des produits bois tropicaux dans l'UE s'est montré plus euphorique durant la première moitié de l'année comparé à la même période en 2018. Le total des importations, tous produits bois confondus (classés au chapitre 44 du Système harmonisé), provenant de pays tropicaux durant cette période a atteint 1,24 million de tonnes métriques, 16 pour cent de plus qu'à la même période en 2018; elles ont augmenté de 15 pour cent en valeur, à 1,26 milliard \$EU. Il s'agit là d'une progression qui interpelle, compte tenu de la conjoncture économique générale de l'UE qui a continué de se dégrader durant cette période.

Dans une certaine mesure, la hausse des importations de bois tropicaux dans l'UE au cours de la première moitié de 2019 montre à quel point le marché était déprimé en 2018, lorsque les importations de plusieurs produits de base avaient à peine dépassé les plus bas historiques enregistrés durant les crises financières mondiale et européenne de 2008 et 2009.

Figure 3: Évolution sur un an du volume de grumes tropicales importé par l'UE, par pays de janvier à juin 2019



Source: Analyse de données d'Eurostat par le Mécanisme de surveillance indépendante du marché de l'OIBT.

Le Congo, point de mire des importations de grumes par l'UE

Après avoir regagné un peu de terrain en 2018, les importations de grumes tropicales de l'UE ont été stables, d'une année sur l'autre, au cours des six premiers mois de 2019. Leur volume a légèrement augmenté (à 54 400 tonnes) alors que leur valeur a reculé d'environ 3 pour cent suite à une chute du prix unitaire.

Les importations de grumes tropicales par l'UE ont augmenté de 41 pour cent en provenance de son principal fournisseur, le Congo (à 17 400 tonnes) et de 48 pour cent du Libéria (à 5 300 tonnes), des progressions qui ont toutefois été neutralisées par celles originaires de la République centrafricaine (-7 pour cent, à 9 500 tonnes), de la République démocratique du Congo (-29 pour cent, à 7 100 tonnes), du Cameroun (-14 pour cent, à 7 000 tonnes), de Guinée équatoriale (-49 pour cent, à 2 900 tonnes) et du Suriname (-19 pour cent, à 1 000 tonnes) (figure 3).

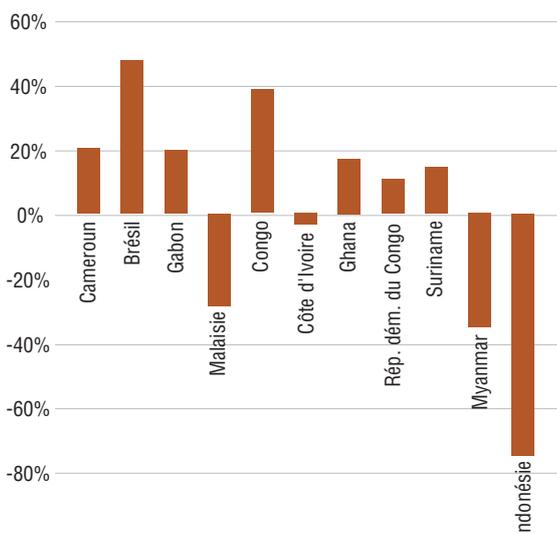
Après un démarrage poussif au premier trimestre de 2019, les importations de grumes tropicales se sont ressaisies en France et en Belgique au second trimestre. À la fin de la première moitié de l'année, la France avait importé 22 800 tonnes de grumes tropicales, soit 3 pour cent de plus qu'à la même période en 2018, celles de la Belgique progressant de 9 pour cent, à 14 600 tonnes. En revanche, elles ont chuté sur les six premiers mois de 2019 au Portugal (en baisse de 15 pour cent, à 6 800 tonnes), en Italie (-12 pour cent, à 4 800 tonnes) et aux Pays-Bas (-78 pour cent, à 1 700 tonnes).

Hausse des importations de sciages tropicaux dans l'UE

Durant les six premiers mois de 2019, les importations de sciages tropicaux ont augmenté de 12 pour cent dans l'UE, d'une année sur l'autre, à 405 600 tonnes; leur valeur progressant de 7 pour cent. Cela est en phase avec les observations du marché du début de 2019, sachant que les importateurs de sciages de feuillus ont fait part d'un volume d'échanges stable – voire, dans certains cas, dynamique –, y compris pour les bois tropicaux, malgré un ralentissement de l'activité économique en général et d'un regain de pessimisme concernant les perspectives à moyen terme.

Les entreprises de l'UE ont constaté des problèmes dans l'offre, la consommation se maintenant toutefois de manière générale. Les prix des

Figure 4: Évolution sur un an du volume de sciages tropicaux importé par l'UE, par pays de janvier à juin 2019



Source: Analyse de données d'Eurostat par le Mécanisme de surveillance indépendante du marché de l'OIBT.

sciages de feuillus se sont montrés stables à fermes, sur fond de demande soutenue par la consommation dans le secteur de la construction.

Les importations de sciages depuis le Cameroun, qui ont été particulièrement poussives durant la première moitié de 2018, ont augmenté de 20 pour cent (à 141 000 tonnes) durant les six premiers mois de 2019. Celles en provenance de plusieurs autres pays ont aussi nettement augmenté, y compris celles du Brésil (en hausse de 47 pour cent, à 77 600 tonnes), du Gabon (+20 pour cent, à 58 600 tonnes), du Congo (+38 pour cent, à 30 200 tonnes), du Ghana (+17 pour cent, à 8 800 tonnes) et de la République démocratique du Congo (+32 pour cent, à 7 300 tonnes). Ces hausses ont compensé les reculs enregistrés par les importations de Malaisie (-29 pour cent, à 40 900 tonnes) et de Côte d'Ivoire (-4 pour cent, à 14 200 tonnes) (figure 4).

La tendance à la concentration accrue des importations de sciages tropicaux en direction de l'UE via la Belgique s'est poursuivie en 2019. Les importations arrivant en Belgique ont ainsi augmenté de 21 pour cent durant les six premiers mois de 2019, d'une année sur l'autre, à 145 000 tonnes. Elles ont aussi progressé à destination de la France (de 9 pour cent, à 48 200 tonnes), du Royaume-Uni (+21 pour cent, à 29 800 tonnes), de l'Espagne (+67 pour cent, à 27 570 tonnes) et du Portugal (+53 pour cent, à 15 200 tonnes). En revanche, les importations ont chuté de 14 pour cent aux Pays-Bas (à 67 100 tonnes), de 8 pour cent en Italie (à 32 500 tonnes) et de 7 pour cent en Allemagne (à 12 600 tonnes).

Des importateurs ont attribué le recul des importations de l'UE en provenance de Malaisie au cours de la première moitié de 2019 à un fléchissement de l'offre en produits certifiés par le Programme de reconnaissance des certifications forestières (PEFC). Celui-ci a fait suite à la suspension de la certification dans le cadre du Système malaisien de certification du bois (qui est avalisé par le PEFC) dans les États de Johor et Kedah, ce qui réduit d'environ 25 pour cent la surface totale certifiée en Malaisie. En conséquence s'est ensuivie une chute de 40 pour cent des importations de sciages de feuillus malaisiens par les Pays-Bas (la principale destination des bois malaisiens au sein de l'UE), où l'on est particulièrement sourcilieux sur le fait d'approvisionner des produits certifiés.

Les importations de contreplaqués tropicaux fabriqués en Chine dans l'UE toujours en progression

L'UE a importé 174 200 tonnes de contreplaqués tropicaux durant la première moitié de 2019, une hausse de 8 pour cent comparé à la même période en 2018; leur chiffre a lui augmenté de 14 pour cent.

Pour une large part, qui va grandissant, les contreplaqués à face de feuillus tropicaux importés dans l'UE sont fabriqués en Chine. L'UE a ainsi importé 76 100 tonnes de ce produit depuis la Chine durant la première moitié de 2019, soit 39 pour cent de plus comparé à la même période en 2018. Les importations de contreplaqués ont, elles, augmenté en provenance du Gabon (+9 pour cent, à 7 400 tonnes), du Viet Nam (+3 pour cent, à 6 100 tonnes) et du Brésil (+9 pour cent, à 6 000 tonnes). Ces progressions compensent la chute de 4 pour cent, à 46 300 tonnes, des contreplaqués importés d'Indonésie durant cette période et le recul de 32 pour cent, à 19 700 tonnes, de la Malaisie.

En 2019, les importations dans l'UE de contreplaqués de feuillus tropicaux ont été fortement influencées par les difficultés du marché ailleurs. La plus notable de celles-ci étant le différend commercial opposant les É.-U. et la Chine qui a entraîné un recul spectaculaire des exportations chinoises de contreplaqués de feuillus en direction des É.-U. et la réorientation de volumes croissants de produits chinois vers l'UE. Ceux-ci alimentent essentiellement le R.-U., où ils ont augmenté de 17 pour cent durant la première moitié de 2019, à 95 400 tonnes, malgré les nombreuses informations faisant état d'un surstockage et d'une consommation en recul dans ce pays. Les importations par le R.-U. de contreplaqués de feuillus tropicaux ont augmenté de 81 pour cent depuis la Chine (à 55 000 tonnes) au cours des six premiers mois de 2019, tandis que celles originaires de Malaisie diminuaient de 32 pour cent (à 16 800 tonnes) et celles d'Indonésie de 14 pour cent (à 17 800 tonnes).

Dans les autres pays de l'UE, les importations de contreplaqués tropicaux se sont montrées moins volatiles au cours de la première moitié de 2019. Les reculs modérés enregistrés en Belgique (moins 8 pour cent, à 19 100 tonnes), en Allemagne (-3 pour cent, à 13 000 tonnes), en France (-3 pour cent, à 10 100 tonnes) et en Italie (-2 pour cent, à 8 800 tonnes) ont été dans une certaine mesure compensés par la hausse de 8 pour cent des importations des Pays-Bas, à 18 500 tonnes.

Le marché des contreplaqués confronté à de multiples pressions

Le secteur européen des contreplaqués s'est montré de plus en plus déprimé au fil de 2019. Tel, pour le moins, a été le consensus chez un nombre de grands importateurs et distributeurs. Pour reprendre les termes d'une entreprise: «le marché s'est heurté à une véritable tornade de facteurs défavorables». La confiance des utilisateurs finaux et des consommateurs n'a cessé de s'éroder. Les achats se sont fait en conséquence au coup par coup, les commandes à l'avance s'évaporant et les prix chutant sur toute la ligne, jusqu'à 40 pour cent pour certains produits.

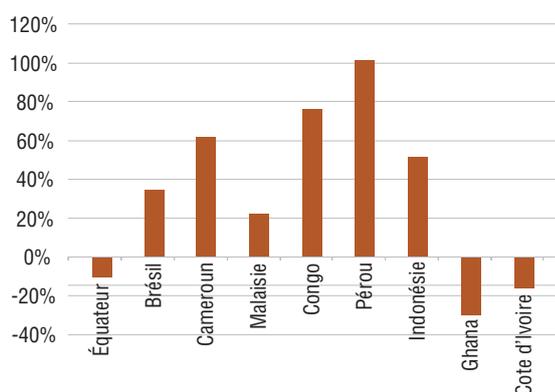
Une hausse en vue dans le résidentiel aux États-Unis?

La confiance du consommateur s'est ressaisie durant la première moitié de 2019, partant d'un niveau très bas en janvier pour se hisser à plus de 90 sur l'indice de confiance du consommateur de l'Université du Michigan – ce qui est allé à l'encontre de la menace de risques posée par le différend commercial entre les É.-U. et la Chine. L'indice de confiance du consommateur offre une indication de la consommation future des ménages. Un chiffre supérieur à 100 indique un bond de la confiance des ménages dans la conjoncture économique future, en conséquence de quoi le consommateur est moins enclin à épargner et plus disposé à dépenser de l'argent pour des achats conséquents.

Facteur significatif de la consommation de bois sur tous les grands marchés, le logement est également sensible aux taux d'intérêt. Le marché américain du résidentiel s'est animé durant la première moitié de 2019, en réaction – enfin – à la baisse des taux d'emprunt immobilier. Le secteur, qui représente 3 pour cent environ de l'économie, est contraint par les pénuries de foncier et de main-d'œuvre; toutefois un sondage a montré une amélioration de la confiance chez les constructeurs de logements qui a atteint son plus haut depuis 18 mois, même s'ils se sont dits inquiets d'un ralentissement économique.

Dans le secteur manufacturier américain, l'activité économique a augmenté durant la première moitié de 2019, mais un indice de la fabrication publié

Figure 5: Évolution sur un an du volume de sciages tropicaux importé par les États-Unis, par pays de janvier à juin 2019



Source: US Census Bureau, Statistiques du commerce extérieur.

au début du troisième trimestre a indiqué une contraction tant dans les importations que dans les nouvelles commandes à l'export.

Importations américaines de sciages tropicaux de feuillus

Les volumes d'importations américaines de sciages tropicaux ont augmenté de quelque 25 pour cent durant la première moitié de 2019, par rapport à l'année précédente. Celles du Brésil ont été particulièrement dynamiques, au point qu'il a ravi la première place de l'Équateur pour devenir le plus grand fournisseur de sciages tropicaux des É.-U. Les importations depuis l'Équateur ont en revanche reculé sur les six premiers mois de l'année (figure 5).

Les importations américaines de jatoba ont plus que doublé durant la première moitié de l'année comparé à la même période en 2018. Le jatoba a dépassé le balsa pour devenir le premier feuillu tropical (en volume) importé aux É.-U.

Les prix des contreplaqués de feuillus en baisse à l'import

Du côté des contreplaqués de feuillus, le volume des importations américaines a baissé de 26 pour cent sur un an, des reculs étant constatés chez tous les partenaires commerciaux, excepté au Viet Nam. Les importations en provenance de Chine ont chuté de plus de 50 pour cent, d'une année sur l'autre, tandis que des baisses notables ont aussi été enregistrées depuis l'Indonésie (en baisse de 43 pour cent), la Malaisie (-22 pour cent), le Cambodge (-38 pour cent) et l'Équateur (-23 pour cent). Le Viet Nam a pris la tête des fournisseurs des É.-U. en contreplaqués de feuillus durant le premier semestre de l'année.

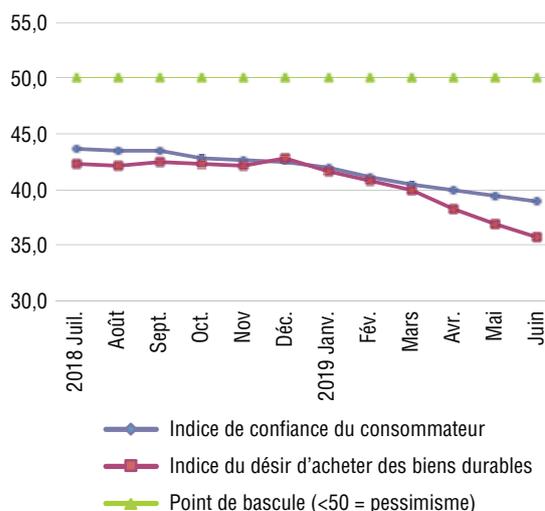
La demande en contreplaqués s'est heurtée à des contraintes sachant que la filière de l'emballage se tourne vers d'autres matériaux comme les métaux, les plastiques et le carton. En outre, l'offre en panneaux de particules orientées (OSB) et autres alternatives nuit à la croissance générale du marché.

Le Japon dépensera-t-il plus?

Il est possible que l'économie japonaise soit plus saine aujourd'hui qu'elle ne l'a été depuis plus d'une décennie, son produit intérieur brut augmentant de 1,3 pour cent par an depuis 2012. Elle s'est montrée étonnamment robuste durant la première moitié de 2019; néanmoins, le pays reste confronté à de graves difficultés économiques.

L'économie y a progressé au taux annualisé de 1,8 pour cent durant le premier semestre 2019, dépassant les attentes. La mauvaise nouvelle est que le volume des exportations japonaises a chuté de mois en mois durant la première moitié de l'année avant de diminuer de 7 pour cent en juin, sur un an, essentiellement en raison de la chute de demande en Chine. Le différend commercial entre

Figure 6: Indices de confiance du consommateur au Japon, juillet 2018-juin 2019



Source: Bureau du Conseil des ministres, Japon

les É.-U. et la Chine conjugué au ralentissement de la croissance mondiale sapent d'autant les efforts du gouvernement pour sortir le pays de son cycle déflationniste.

Cette chute des exportations conjuguée à la baisse de la production manufacturière mine les dépenses de capital. Les décideurs misent leurs espoirs sur une hausse de la consommation intérieure, ce qui semble démesurément optimiste dans le contexte de hausse de la taxe à la consommation qui est intervenue en octobre 2019.

La croissance de l'économie japonaise dépend lourdement des dépenses intérieures, qui se sont montrées résilientes durant la première moitié de 2019 en dépit des effets de la demande mondiale atone et de la hausse des prix du pétrole. La Banque du Japon a suscité l'espoir que la consommation soutenue des particuliers vienne au secours d'une économie qui fait face à une pression économique externe grandissante. Les annonces officielles des dépenses des ménages allaient toutefois radicalement à l'encontre des résultats des sondages officiels sur la confiance des consommateurs, qui a été en baisse constante six mois de suite (figure 6). Les ménages étant moins disposés à dépenser, les achats discrétionnaires de meubles pour la maison (par exemple) en souffriront vraisemblablement le plus.

Tendances des importations

Les É.-U. sont le premier fournisseur de grumes et de sciages du Japon. Les importations japonaises de grumes depuis les É.-U. ont augmenté de près de 10 pour cent durant les six premiers mois de 2019, sur un an, alors que celles de sciages ont légèrement décroché.

Les importations de grumes des trois principales essences (whitewood, pin rouge et hêtre) originaires de la Fédération russe ont été en chute constante ces dernières années dû au niveau élevé de la taxe à l'export. Néanmoins, les importations de grumes russes ont augmenté de près de 14 pour cent au premier semestre de 2019 comparé à la même période en 2018.

Les importations japonaises de sciages russes ont augmenté de plus de 30 pour cent sur la première moitié de 2019, d'une année sur l'autre, à 390 000 m³, tandis que le volume des importations de sciages tropicaux a lui progressé de 22 pour cent.

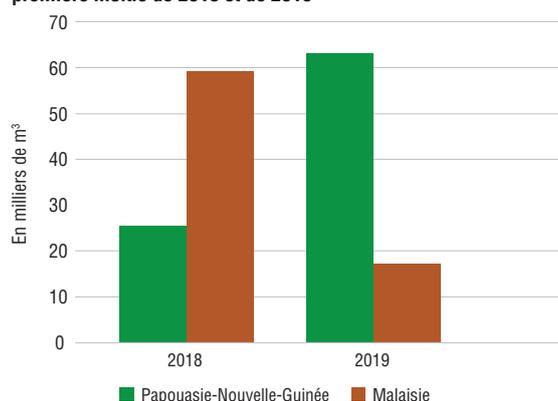
Les importations japonaises de grumes tropicales sont en chute: le volume de 2018 ne représentait qu'un tiers de celui de 2013. Néanmoins, le volume importé s'est stabilisé durant la première moitié de 2019 pour rester inchangé par rapport à la même période en 2018 (tableau 1).

Tableau 1: Volume de grumes et sciages importé par le Japon depuis les États-Unis, la Fédération russe et des provenances tropicales, de janvier à juin 2018 et 2019

Année (janvier-juin)	États-Unis		Fédération russe		Provenances tropicales	
	Grumes	Sciages	Grumes	Sciages	Grumes	Sciages
	(m ³)					
2018	1 360 000	1 070 000	64 200	294 000	80 000	81 000
2019	1 490 000	1 020 000	73 000	390 000	80 000	99 000

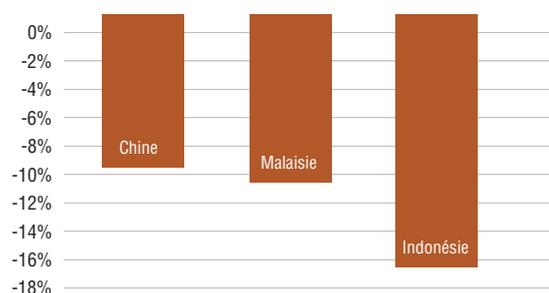
Source: *Japan Lumber Report*, divers numéros

Figure 7: Volume de grumes tropicales importé par le Japon, première moitié de 2018 et de 2019



Source: *Japan Lumber Report*, divers numéros

Figure 8: Évolution du volume de contreplaqués importé par le Japon de Chine, d'Indonésie et de Malaisie, de janvier à juin 2019 comparé à la même période en 2018



Source: Ministère japonais des finances.

Une réorientation majeure des sources de grumes tropicales

La Malaisie était en 2018 un grand fournisseur du Japon en grumes de feuillus tropicaux, jusqu'à ce que les expéditions ne chutent toutefois au premier semestre de 2019, après que les autorités du Sarawak ont décidé de réduire le volume prélevé. Ce déficit de l'offre en grumes malaisiennes a été compensé par une hausse des importations depuis la Papouasie-Nouvelle-Guinée (figure 7).

Production intérieure et exportations de grumes

Les vastes plantations forestières du Japon ont produit 6,72 millions de m³ de grumes de sciages au cours des six premiers mois de l'année, une hausse de 6,2 pour cent par rapport à la même période en 2018. Le volume de grumes de contreplaqués a atteint 2,28 millions de m³, en hausse d'un peu plus de 9 pour cent, d'une année sur l'autre. Si ces volumes semblent remarquables, ils sont toutefois bien en deçà de ceux nécessaires pour assurer une offre stable; l'extraction locale est souvent non rentable dans la mesure où le matériel est de qualité inférieure et où les prix offerts par les scieries locales peuvent ne pas couvrir les coûts d'extraction et de transport.

Des importations de contreplaqués en chute

Au Japon, les importations de contreplaqués ont chuté de 15 pour cent durant la première moitié de l'année, d'une année sur l'autre (figure 8). Les volumes importés ont reculé à partir de ses principaux fournisseurs qui sont la Chine, l'Indonésie et la Malaisie, ces deux derniers affichant les réductions les plus importantes.

Le secteur japonais du contreplaqué continue d'évoluer. Dans le pays, les fabriques utilisent davantage de grumes locales pour produire leurs contreplaqués, qui commencent à être acceptés en remplacement des contreplaqués importés. C'est ainsi que le pourcentage de contreplaqués de conifères locaux servent pour plus de 30 pour cent de matériau de base pour

les parquets composites; cinq ans auparavant, c'était moins de 10 pour cent. En mai 2019, pour la première fois, la production de parquets composites utilisant des contreplaqués de conifères et des panneaux de fibres de moyenne densité d'origine locale ont excédé la fabrication employant des contreplaqués de feuillus importés. Lors d'un sondage des fabricants de parquets au Japon, les répondants ont indiqué que l'emploi de contreplaqués de conifères locaux augmenterait.

Gagnants et perdants

Le différend commercial opposant les É.-U. et la Chine n'est favorable à ni l'une ni l'autre des parties et les incitations à trouver un accord n'ont jamais été aussi grandes. Les secteurs commercial et manufacturier chinois continuent de souffrir considérablement des répercussions des droits de douane américains. Malgré les changements de politique adoptés par le Gouvernement chinois pour aider à soutenir l'économie, les perspectives d'avoir une croissance économique supérieure à 6 pour cent qui se poursuive apparaissent moroses si le litige devait se prolonger en 2020. L'économie américaine pâtit aussi de ce conflit. On constate un ralentissement dans la production manufacturière et la confiance du consommateur montre des signes de vacillement.

Mais il y a aussi eu des gagnants. En Asie, les exportateurs se sont taillé une plus grande part du marché américain, occupant le vide laissé par la Chine. La Banque asiatique de développement anticipe davantage de progressions pour certains pays au cours de l'année à venir.

Les exportations opérées par les pays asiatiques en développement en direction des É.-U. ont progressé de 10 pour cent durant la première moitié de 2019, celles du Viet Nam bondissant de plus de 30 pour cent. La réorganisation des chaînes d'approvisionnement dans le cadre de nouveaux liens interentreprises survivra probablement à tout nouvel accord commercial entre les deux premières nations marchandes du globe.

Quoi de neuf sous les tropiques?

Préparé par
Ken Sato

Un tribunal indonésien met fin aux projets de barrage

Selon le site web Mongabay, un tribunal de la province d'Aceh, en Indonésie, a annulé le permis du projet hydroélectrique qui était prévu dans l'écosystème Leuser, une vaste surface de forêt ombrophile sur l'île de Sumatra. Il s'agissait de construire une centrale de 443 mégawatts sur 4 407 hectares couvrant les districts de Gayo Lues, d'Aceh Tamiang et d'Est-Aceh. Ce projet aurait provoqué l'inondation et le morcellement d'une forêt de haute diversité qui abrite des espèces en danger critique d'extinction telles que le tigre, le rhinocéros, l'orang-outang et l'éléphant. Il aurait également contraint les riverains à se réinstaller ailleurs pour laisser la place au réservoir dont le barrage aurait bloqué le fleuve dont ils sont tributaires.

Pour en savoir plus: <https://news.mongabay.com/2019/09/indonesiancourt-cancels-dam-project-in-last-stronghold-of-tigers-rhinos>

La diversité forestière améliore la stabilité des écosystèmes

Selon un article paru dans *Science Daily*, une étude récemment publiée (5 septembre 2019) dans *Global Change Biology* a constaté que les forêts plantées étaient plus productives et résilientes si elles étaient de type multispécifique. L'équipe de recherche basée à l'Université de Fribourg a exploité les données d'un essai mené sur site au Panama qui a porté sur 22 placettes plantées d'une, de deux, de trois ou de cinq espèces arborées indigènes. Elle a constaté que, comparé à des plantations monospécifiques, la productivité (en moyenne) était de 25 à 30 pour cent plus élevée dans les plantations à deux ou trois espèces, et de 50 pour cent supérieure dans les plantations à cinq espèces. Les écarts les plus marqués ont été constatés durant une période de grave sécheresse provoquée par le phénomène climatique *El Niño*, ce qui indique que les forêts plantées d'une plus grande diversité d'essences sont à la fois plus productives et plus résilientes à la sécheresse.

Pour en savoir plus: www.sciencedaily.com/releases/2019/09/190905094056.htm

Le carbone: une bombe à retardement

Les émissions de gaz à effet de serre résultant des dommages causés aux forêts ombrophiles tropicales dans le monde sont sous-estimées suivant un facteur de 6, selon une nouvelle étude de Maxwell et al. publiée dans *Science Advances* (volume 5, n° 10). Les chercheurs ont en effet constaté que les émissions dues à l'exploitation sélective, à la déforestation, au feu, aux effets de lisière et à l'extinction de populations animales dans les forêts pluviales tropicales, conjuguées au «piégeage perdu» (du fait qu'une forêt rasée ou dégradée piège moins de carbone qu'elle ne l'aurait fait si elle avait été laissée intacte), ont été sous-estimées à hauteur de 6,53 milliards de tonnes de carbone entre 2000 et 2013.

Selon les auteurs, «Le potentiel d'atténuation du changement climatique qu'offre le fait de maintenir les forêts intactes est significatif, mais sans action proactive de conservation de la part des gouvernements, avec l'appui de la communauté mondiale, ce potentiel ira s'amenuisant». Ainsi que l'a rapporté Graham Readfearn dans *The Guardian*, le co-auteur de l'étude James Watson, a déclaré: «C'est une bombe carbone à retardement et les décideurs doivent s'y attaquer de front».

Pour en savoir plus: <https://advances.sciencemag.org/content/5/10/eaax2546.full>; www.theguardian.com/environment/2019/oct/31/climate-emissions-from-tropical-forest-damage-underestimated-by-a-factor-of-six

Un atelier explore les contributions des forêts de teck du Mékong au développement durable

La gestion durable des forêts de teck (*Tectona grandis*) du bassin du Mékong créera de l'emploi pour les jeunes, générera des revenus pour les petits exploitants et aidera à réaliser les Objectifs de développement durable, selon les participants à un atelier régional sur les teckeraies qui s'est tenu à Yangon, au Myanmar, du 24 au 27 septembre 2019. L'Atelier régional sur la pérennisation des forêts de teck du bassin du Mékong, qui était organisé par l'OIBT en coopération avec l'Organisation asiatique de coopération sur les forêts et le Ministère des forêts du Myanmar, a formulé six préconisations essentielles pour le développement durable du secteur des forêts de teck.

Pour en savoir plus: www.itto.int/news/workshop_explores_contributions_of_mekong_teak_forests_to_sdgs

Les peuples autochtones sont essentiels au développement durable

Un article de Jeff Campbell défend le rôle que jouent les populations autochtones dans la gestion des terres et le maintien de régimes alimentaires divers et pérennes. Bien que ces populations ne représentent que moins de 5 pour cent de la population mondiale, elles gèrent plus d'un quart du foncier de la planète. Or, leurs importantes contributions à la lutte contre la déforestation, la dégradation des terres et le changement climatique ont été largement ignorées ou déniées. Mais cela change, poursuit J. Campbell, suite au combat mondial mené par les populations autochtones et leurs organisations, mais pas assez vite. Ces peuples continuent, de manière disproportionnée, de faire l'objet d'un niveau élevé d'insécurité foncière, de dislocation du tissu social, de violences lors de la défense de leurs terres traditionnelles et de la disparition continue de leurs connaissances traditionnelles. J. Campbell écrit qu'il faut de toute urgence changer de politique et agir au niveau des communautés pour assurer que les droits fonciers autochtones soient mieux reconnus.

Pour en savoir plus: <https://sdg.iisd.org/commentary/guest-articles/nosustainable-development-without-indigenous-peoples>

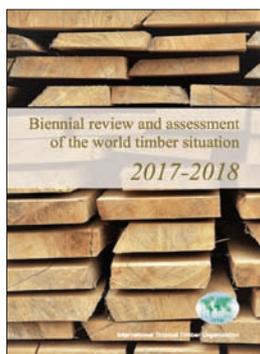
Il est urgent de reboiser pour sauver l'Amazonie

La déforestation persistante de l'Amazonie pourrait pousser le biome à son point de bascule, au-delà duquel de vastes pans de forêt ombrophile se transformeraient en savane, selon un éditorial publié le 20 décembre 2019 dans *Science Advances* par Thomas Lovejoy et Carlos Nobre, des scientifiques renommés spécialistes de l'Amazonie. Une telle conversion aurait des conséquences dramatiques pour, entre autres, la biodiversité et le cycle hydrologique dont dépend la plus grande partie de l'agriculture dans le sud du Brésil. «La fréquence croissante des sécheresses inédites en 2005, 2010 et 2015-2016 signale que le point de bascule est tout proche», expliquent T. Lovejoy et C. Nobre. Ils proposent «une reforestation immédiate, active et ambitieuse» en Amazonie, en particulier sur les terres à bétail abandonnées et les terres agricoles. Un tel effort aiderait le Brésil à appliquer ses engagements dans le cadre de l'Accord de Paris sur le changement climatique et lui vaudrait le concours de la nouvelle Norme californienne sur les forêts tropicales. «Les populations et responsables des pays de l'Amazonie disposent tous ensemble du pouvoir, des connaissances et des outils nécessaires pour éviter une catastrophe environnementale d'échelle continentale, en fait, d'échelle planétaire», écrivent les auteurs.

Pour en savoir plus: <https://advances.sciencemag.org/content/5/12/eaba2949.full>

Parutions récentes

Préparé par
Ken Sato



OIBT 2019. *Revue biennale et évaluation de la situation mondiale des bois 2017-2018.*
Yokohama, Japon.
ISBN 978-4-86507-050-7
Disponible sur: www.itto.fr/annual_review

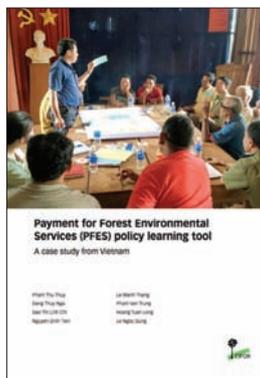
Publiée par l'OIBT, la *Revue biennale et évaluation de la situation mondiale des bois* réunit les statistiques internationales les plus à jour et les plus fiables dont l'on dispose sur la production et le commerce de bois dans le monde, en s'intéressant plus

particulièrement aux bois tropicaux. Elle fournit également des informations sur les tendances à l'œuvre en matière de superficie forestière et de gestion des forêts ainsi qu'au niveau des économies des États membres de l'OIBT. Cette publication est produite à partir des renseignements que fournissent les États membres de l'OIBT par le biais du Questionnaire commun sur le secteur forestier, que complètent d'autres sources si nécessaire.

La *Revue* examine les développements intervenus en 2017 et 2018 dans le secteur mondial des bois et ses marchés, tout en demeurant centrée sur les bois tropicaux. Elle contient des données sur la production et le commerce pour 2014-2018, mais c'est l'année 2017 qui sert de référence pour toutes les comparaisons mondiales et les totaux récapitulatifs de l'OIBT, car cette année-là est la dernière pour laquelle des données mondiales raisonnablement fiables sur la plupart des pays étaient disponibles à la date de préparation de ce rapport.

Elle comporte des appendices présentant des données sur les volumes totaux de production de bois et sur les volumes et valeurs des échanges commerciaux, outre les chiffres du commerce des produits bois de transformation secondaire pour tous les membres de l'OIBT et les indices des prix d'une sélection de produits et d'essences. Ces données ont été réunies pour aider à situer les bois tropicaux dans un contexte global, ainsi que le prévoit l'Accord international sur les bois tropicaux (AIBT) de 2006.

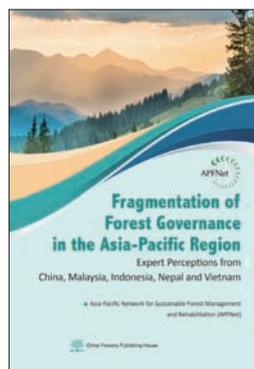
La *Revue* s'articule en quatre grands chapitres. Le premier récapitule les développements intervenus sur les grands marchés des bois tropicaux. Il comporte un examen de la conjoncture économique actuelle et projetée au sein des régions de l'OIBT. Le second présente une analyse de la production, de la consommation et du commerce relatifs aux produits bois primaires tropicaux que couvre l'AIBT (grumes, sciages, placages et contreplaqués tropicaux). Le troisième donne une description du commerce des produits bois de transformation secondaire (PBTS) centrée sur les principaux pays tropicaux exportateurs. Et au chapitre 4 figure une étude de cas financée par l'OIBT sur l'offre et la demande en bois au Japon, qui a été conduite par le Centre japonais d'information et de recherche sur les produits ligneux (JAWIC) et préparée par M. Satoshi Tachibana.



Pham, T.T., Dang, T.N., Nguyen, D.T., Le, M.T., Pham, V.T., Hoang, T.L. & Le, D.N. 2019. *Payment for forest environmental services (PFES) policy learning tool: a case study from Vietnam.*
Center for International Forestry Research, Bogor, Indonesia.
ISBN 978-602-387-124-7
Disponible en anglais sur: www.cifor.org/library/7412

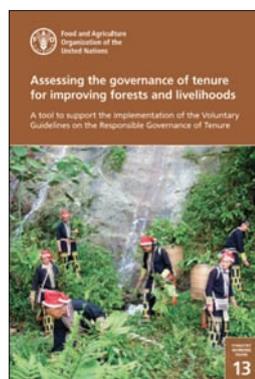
Cet outil d'apprentissage stratégique est destiné essentiellement aux décideurs et responsables gouvernementaux qui ont

besoin de mener un suivi et une évaluation des dispositifs de paiement des services environnementaux forestiers et d'en communiquer les avancées et impacts. Il pourra également être utile aux analystes, financeurs et directeurs de programmes, ainsi qu'aux chercheurs et évaluateurs professionnels pour les aider à comprendre et à identifier les aspects de ces dispositifs qui demandent à être améliorés.



Putzel, L., Jaung, W., Forrest, B., Finke, A., Liu, W. & Peng, P. 2019. *Fragmentation of forest governance in the Asia-Pacific Region: expert perceptions from China, Malaysia, Indonesia, Nepal and Vietnam.* Asia-Pacific Network for Sustainable Forest Management and Rehabilitation, Beijing.
Disponible en anglais sur: www.apfnet.cn/en/uploads/soft/20190515/1557895235.pdf

Cette étude retrace l'apparition des théories sur le morcellement de la gouvernance des forêts qui ont cours parallèlement aux principaux processus de la restructuration politique depuis les années 70. Cette dernière a souvent été opérée en réponse aux mouvements économiques émanant des économies dominantes et des institutions qui ont été formées après la seconde Guerre mondiale pour promouvoir la coordination mondiale de la finance, du commerce, du développement économiques et, au final, des intérêts sociaux et environnementaux au sens large. Ces théories se rapportent au morcellement de la gouvernance dans le sens où elles concernent l'attribution des tâches et des pouvoirs à travers des délimitations spatiales, des juridictions sectorielles, des échelles politiques ou administratives, des fonctions de gouvernance, des régimes de gouvernance, des normes, institutions et régimes de niveau supérieur. Basée sur un sondage mené auprès d'experts et de chercheurs du domaine forestier dans cinq économies asiatiques (Chine, Indonésie, Malaisie, Népal et Viet Nam), cet ouvrage tente de mieux définir les problématiques du morcellement de la gouvernance des forêts du point de vue de leurs résultats et de préoccupations dans le monde réel.



FAO 2019. *Assessing the governance of tenure for improving forests and livelihoods: a tool to support the implementation of the Voluntary Guidelines on the Responsible Governance of Tenure.* Forestry Working Paper No. 13. Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO), Rome.
ISBN 978-92-5-131553-8
Disponible en anglais sur: www.fao.org/3/ca5039en/CA5039EN.pdf

Depuis plusieurs années, les pouvoirs publics à travers le monde tentent de renforcer et de reconnaître officiellement le régime foncier coutumier. En outre, les ministères des forêts ont introduit divers types de mécanismes participatifs reconnaissant aux communautés locales certains droits d'usage sur les ressources dans l'objectif d'améliorer la gouvernance des forêts et de réduire la pauvreté.

Cet outil d'évaluation a été mis au point pour mieux comprendre les points forts et les limites de ces réformes du régime foncier forestier. Il utilise comme base les *Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale*. Bien que cet outil permette d'évaluer les mécanismes de régime foncier sous toutes ses formes, il peut être particulièrement utile pour évaluer celles qui reconnaissent le régime foncier coutumier en foresterie dans le cadre d'initiatives forestières de nature participative tels que la foresterie collaborative, la foresterie villageoise et la foresterie des petits exploitants. Il permet en outre d'identifier et d'évaluer les régimes fonciers coutumiers que ne reconnaît pas la législation statutaire.

Ainsi que le montre l'expérience dans plusieurs pays tests, les constatations et recommandations qui ressortent de l'évaluation des mécanismes du régime foncier peuvent apporter de précieux éclairages sur leurs points forts et limites et sur les réformes en place, et aider à générer des idées pour améliorer les résultats de la gouvernance des forêts, renforcer les moyens d'existence locaux et contribuer aux Objectifs de développement durable.

Réunions de l'OIBT

19-20 février 2020

Forum mondial sur le teck: Des chaînes de valeur durables du teck pour un développement local durable

Vientiane et Luang Pha (RDP lao)
Rens.: rfm@itto.int

Le teck est une essence indigène de la République démocratique populaire lao, pays où les forêts naturelles de teck couvrent une superficie estimée à 68 500 hectares. En outre, les teckeraies créées par le secteur privé et les communautés rurales y couvrent environ 36 000 hectares, principalement dans les provinces de Luang Prabang et de Boeko.

Ce Forum, qui bénéficie du concours de l'OIBT et du Ministère fédéral allemand de l'alimentation et de l'agriculture, examinera les opportunités et défis que présente la mise en place en RDP lao de chaînes de valeur durables pour le teck, en vue de contribuer au développement durable de l'activité forestière des petits propriétaires-exploitants de la région du bas Mékong.

27-29 avril 2020

Conférence internationale sur l'enseignement forestier

Rome (Italie)
Rens.: tetra@itto.int

Cette conférence se penchera sur les problèmes et défis rencontrés dans l'enseignement forestier sur la base d'une analyse des initiatives et approches en cours dans ce domaine ainsi que des acteurs pertinents. Elle évaluera les moyens d'améliorer l'enseignement forestier et d'élaborer une vision et un plan stratégique à long terme en vue de coordonner les efforts déployés à l'international pour le faire progresser, y compris dans le cadre d'une plateforme en ligne.

Cette conférence est co-organisée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Union internationale des instituts de recherche forestière (IUFRO) et l'OIBT dans le cadre du Partenariat de collaboration sur les forêts (PCF) avec le concours financier du Ministère fédéral allemand de l'alimentation et de l'agriculture.

24-27 août 2020

4^e Conférence mondiale sur le teck 2020: Défis et opportunités pour les marchés émergents et les économies en développement

Accra (Ghana)

Rens.: www.worldteckconference2020.com

La 4^e Conférence mondiale sur le teck, que l'OIBT coorganise, va se pencher sur les problématiques les plus cruciales auxquels est confronté le secteur mondial du teck, dont les suivantes:

- La gestion durable des régimes des petits arboriculteurs de teck pour approvisionner les marchés en teck de haute qualité
- L'amélioration des régimes et pratiques sylvicoles en place pour assurer une meilleure gestion des peuplements afin d'obtenir un bois de teck de haute qualité
- Les structures du marché et chaînes de valeur dans le commerce du bois de teck et leurs conséquences sur la rentabilité des investissements en matière de teck
- L'évaluation des investissements privés et publics dans le secteur du teck, et de leurs impacts sur la situation socioéconomique et les moyens d'existence en milieu rural.

La conférence formulera des préconisations d'ordre stratégique, conceptuel et opérationnel afin d'accompagner le développement durable du secteur du teck.

9-14 novembre 2020

56^e session du Conseil international des bois tropicaux et sessions associées des Comités

Yokohama, Japon

Rens.: www.itto.int/fr/events

Le Conseil international des bois tropicaux est l'organe directeur de l'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT). Il se réunit une fois par an pour discuter de questions liées au commerce légal des bois tropicaux et à la gestion durable des forêts tropicales. Les sessions du Conseil sont ouvertes aux délégués officiels et aux observateurs accrédités.

Autres réunions

27-31 janvier 2020

Conférence scientifique – Conserver et utiliser la diversité génétique pour une gestion durable des forêts au 21^e siècle

Avignon (France)

Rens.: https://colloque.inra.fr/confgentree2020

4-6 février 2020

17^e réunion du Groupe d'experts de l'APEC sur l'exploitation forestière illicite et le commerce associé

Putrajaya (Malaisie)

Rens.: https://www.apec.org/Groups/SOM-Steering-Committee-on-Economic-and-Technical-Cooperation/Working-Groups/Illegal-Logging-and-Associated-Trade

24-28 février 2020

9^e Conférence internationale sur les vents et les arbres

Rotorua (Nouvelle-Zélande)

Rens.: https://windandtrees2020.com

26-28 février 2020

Gouverner et gérer les forêts dans l'optique de services écosystémiques multiples à l'échelle planétaire

Bonn (Allemagne)

Rens.: www.slu.se/fes.governance-2020

16-18 mars 2020

Salon du bois de Dubaï

Dubaï (Émirats arabes unis)

Rens.: www.woodshowglobal.com/dubai

21 mars 2020

Journée internationale des forêts: Forêts et biodiversité

24-25 mars 2020

42^e session du Groupe de travail conjoint CEE/FAO sur les statistiques, l'économie et la gestion forestières

Genève (Suisse)

Rens.: florian.steierer@un.org

25-27 mars 2020

Forêts multispécifiques: Risques, résilience et gestion

Lund (Suède)

Rens.: www.mixedforest2020.se

14-16 avril 2020

10^e Forum international

Bois Construction

Paris (France)

Rens.: www.forum-boisconstruction.com

15-17 avril 2020

3^e réunion internationale sur la politique forestière

Copenhague (Danemark)

Rens.: https://ifro.ku.dk/english/events/ifpm3

20-22 avril 2020

Conférence internationale sur les ressources en fibres ligneuses et leur commerce

Lisbonne (Portugal)

Rens.: https://events.risiinfo.com/wood-fiber

27-30 avril 2020

6^e Conférence internationale sur l'adaptation au changement climatique (Adaptation Futures 2020)

New Delhi (Inde)

Rens.: http://adaptationfutures2020.in

4-8 mai 2020

15^e session du Forum des Nations Unies sur les forêts New York (États-Unis)

Rens.: www.un.org/esa/forests/index.html

6-9 mai 2020

Conférence scientifique internationale – La foresterie: un pont vers l'avenir

Sofia (Bulgarie)

Rens.: https://conf2020.forestry-ideas.info

18-20 mai 2020

5^e Conférence sur l'agroforesterie en Europe

Nuoro, Sardaigne (Italie)

Rens.: www.euraf2020.eu

25-27 mai 2020

Les forêts entre les mains des femmes: Conférence internationale sur les femmes dans le milieu forestier 2020

Traunkirchen (Autriche)

Rens.: www.forstfrauen.at/en/conference-2020

26 mai 2020

Assemblée générale ordinaire de l'ATIBT

Nantes (France)

Rens.: www.atibt.org/fr/agenda/

27-29 mai

Carrefour international du bois

Nantes (France)

Rens.: www.timbershow.com

6-8 juin 2020

Conférence internationale sur le secteur commercial forestier 2020

Kistowo (Pologne)

Rens.: http://fba-events.com/index.php/2017/09/03/

international-forest-businessconference-2018

11-19 juin 2020

Congrès mondial de la nature de l'UICN 2020

Marseille (France)

Rens.: Goska.Bonnavera@iucn.org

22-24 juin 2020

Conférence de l'IUFRO sur la foresterie de petite échelle

Kilkenny (Irlande)

Rens.: https://iufrossf.ucd.ie

22-26 juin 2020

25^e session du Comité des forêts de la FAO et Semaine mondiale des forêts

Rome (Italie)

Rens.: COFO-2020@fao.org

25-27 juin 2020

Salon du bois Gabon

Libreville (Gabon)

Rens.: www.woodshowglobal.com

24-27 août 2020

Conférence mondiale sur l'ingénierie du bois 2020

Santiago (Chili)

Rens.: https://wcte2020.com

14-18 septembre 2020

Les invasions biologiques dans les forêts: Commerce, écologie et gestion

Prague (République tchèque)

Rens.: https://iufro.v2.czu.cz

14-19 septembre 2020

8^e Forum mondial sur la durabilité

Genève (Suisse)

Rens.: https://wsf-8.sciforum.net

22-24 septembre 2020

3^e Conférence de l'IUFRO sur l'acacia 2020: S'ouvrir à la transformation pour la gestion durable des plantations forestières industrielles

Bintulu, Sarawak (Malaisie)

